

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 23 MARS 2011

WOENSDAG 23 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La question n° 3098 de M. Stefaan Vercamer est transformée en question écrite.

01 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'équipement des agents fédéraux du SPF Intérieur" (n° 3220)

01.01 **Kattrin Jadin** (MR): En 2010, le gouvernement avait promis d'augmenter les moyens financiers concernant l'équipement des agents fédéraux du SPF Intérieur et de procéder à de nouveaux recrutements. Des gilets supplémentaires ont été distribués aux jeunes recrues, mais pas aux autres policiers. L'aide financière varie d'une zone de police à l'autre.

Le port d'armes joue un rôle de prévention et d'intimidation. Comment un policier peut-il se défendre avec un spray ou une matraque face à une kalachnikov?

En quoi consiste l'aide financière en question? Pourquoi ne pas avoir mis en place ce qui avait été annoncé? Quels sont les critères permettant d'octroyer une aide à une zone de police plutôt qu'à une autre? Sur base de quels critères a-t-on distribué les gilets? Pourquoi tous les policiers n'en ont-ils pas reçu?

01.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en français*): Lors du contrôle budgétaire 2010, en plus des moyens accordés à la police fédérale pour renforcer le fonctionnement intégré des services de police, a été octroyé un crédit de 7,7 millions d'euros pour encourager le recrutement à la police locale.

Lors de ce même conclave, il a été décidé de récupérer l'indexation excédentaire de la dotation de base 2009 et de la retenir de la dotation 2010. Pour éviter que cette récupération n'ait des répercussions sur les effectifs, il a été décidé d'attribuer 5 des 7,7 millions d'euros aux 196 zones de police au *pro rata* de la part de chacune d'elles dans la dotation fédérale de base. Le solde a ensuite été attribué aux zones de police connaissant une situation difficile.

La dotation d'un gilet pare-balles à chaque aspirant inspecteur de police fait partie de l'accord conclu pour 2009 et 2010 avec les organisations syndicales. Les aspirants inspecteurs sont membres de la police fédérale qui les dote donc de leur premier équipement. Ils emporteront ce gilet pare-balles s'ils obtiennent un emploi auprès d'un corps de police locale, ce qui est le cas de la plupart. Les marchés publics sont en cours.

Après consultation des polices locales et fédérale, il est apparu que les modalités concernant le port du gilet pare-balles relevaient des responsables des services concernés. Il n'est pas réaliste de déterminer de manière centralisée l'utilisation du gilet.

La police fédérale compte 6 000 personnes, aspirants inclus, exerçant une fonction nécessitant un gilet pare-balles. Elle dispose actuellement de 5 466 gilets, dont une bonne part est actuellement en renouvellement.

01.03 **Kattrin Jadin** (MR): Merci de cette réponse circonstanciée. Les questions étaient celles des policiers

concernés.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les fourgons d'incendie de la commune de Bullange" (n° 3441)

02.01 Kattrin Jadin (MR): Le fourgon d'incendie de Bullange n'assurerait plus une intervention fiable. Il n'a pas passé le contrôle technique cette année et il ne serait plus apte de maîtriser les grands incendies.

Que se passera-t-il si un feu se déclare dans cette commune et que les pompiers n'ont pas de matériel performant en dépit des accords conclu avec les zones allemandes? De nouveaux fourgons sont-ils commandés? Y en a-t-il de prévus pour Bullange?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Le gouverneur de la Province de Liège n'a transmis aucune demande d'achat de fourgon d'incendie pour Bullange. Cependant, les services d'incendie de cette commune ont profité ces dernières années de subsides pour l'achat de divers matériel d'intervention. Pour 2011, un subside est prévu pour 50 casquettes de pompiers.

02.03 Kattrin Jadin (MR): Je vous remercie pour les efforts déjà consentis pour cette zone.

L'incident est clos.

03 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "des navires à propulsion nucléaire présents dans les ports belges" (n° 3274)

03.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il existerait de par le monde environ 150 navires à propulsion nucléaire, militaires pour la plupart.

Ces navires doivent-ils préalablement s'annoncer et/ou demander une autorisation spéciale lorsqu'ils entrent dans un port belge? Combien de ces navires ont fait escale en Belgique ces dernières années? Quelles sont les mesures de sécurité en la matière? Quel rôle joue l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)? Existe-t-il un plan d'urgence?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): En ce qui concerne les navires militaires, je dois renvoyer M. Calvo au ministre De Crem. L'écrasante majorité des navires à propulsion nucléaire sont en effet des vaisseaux militaires tels que des porte-avions, des croiseurs ou des sous-marins.

Parmi les rares navires civils à propulsion nucléaire figurent notamment quatre cargos – dont au moins trois ont été retirés de la navigation – et une dizaine de brise-glaces russes, mais aucun bateau de passagers. La probabilité que l'un de ces navires à propulsion nucléaire vienne mouiller dans un port belge est pratiquement nulle.

Le cargo américain Savannah a fait escale au port d'Anvers du 6 au 12 octobre 1964 dans le cadre d'un voyage de promotion. Pour rendre cette visite possible, un accord intergouvernemental avait été conclu en avril 1963 avec les États-Unis. Cet accord a été approuvé par le Parlement en septembre 1963. Pour régler la question de la responsabilité en cas d'accident nucléaire, la loi du 9 août 1963 avait déjà été précédemment adoptée. La visite d'un tel navire requiert une concertation préalable entre les autorités des pays concernés.

L'entrée d'un navire à propulsion nucléaire dans nos eaux territoriales et dans nos ports est soumise à une réglementation spécifique qui date des années 60 et qui n'a pas changé depuis lors. L'article 62 du Règlement général de protection contre les rayonnements ionisants précise qu'en pareil cas, l'autorisation de l'AFCN est préalablement requise.

La Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, également appelée convention SOLAS, contient des consignes qui s'appliquent spécifiquement aux navires à réacteur nucléaire. Elle prévoit notamment la remise préalable d'un dossier de sécurité aux autorités compétentes du pays visité. Ces

autorités ont par ailleurs le droit d'effectuer des contrôles à bord de ces navires avant même leur entrée dans un port national.

La Convention de Bruxelles du 25 mai 1962 visait à régler la question de la responsabilité de l'exploitant d'un navire à propulsion nucléaire de manière générale, mais elle n'est jamais entrée en vigueur, si bien que cette question doit être réglée de manière bilatérale.

Le plan d'urgence national pour les risques nucléaires s'applique à toutes les situations impliquant des risques liés à la radioactivité. Cependant, le cas spécifique d'un accident nucléaire à bord d'un navire à propulsion nucléaire dans un port belge n'est pas prévu explicitement. Ce plan d'urgence englobe les mécanismes nécessaires pour l'évaluation du risque pour la prise de contre-mesures éventuelles, la diffusion des informations à la population ainsi que la mise en œuvre de la réaction opérationnelle. La dernière édition du plan a été coulée dans un arrêté royal en 2003.

Si la venue d'un navire à propulsion nucléaire était annoncée – ce qui constitue une pure hypothèse à l'heure actuelle –, tous les services compétents se réuniraient pour actualiser les procédures qui ne sont plus appliquées depuis cinquante ans.

Actuellement, la Russie construit des centrales nucléaires flottantes qui présentent certaines analogies avec les navires nucléaires. Je me réfère en la matière à ma réponse du 21 octobre 2010 à une question de M. Miller, sénateur.

L'incident est clos.

Président: Jan Van Esbroeck.

04 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'indemnité d'éloignement pour les membres du personnel des services de police en mission internationale" (n° 3293)

04.01 Ben Weyts (N-VA): Quelles sont les indemnités et allocations dont peuvent bénéficier les membres du personnel des services de police dans le cadre de missions internationales? Ces indemnités sont-elles toujours payées en même temps que le traitement ou le sont-elles parfois ultérieurement et dans ce cas, pour quelle raison? Quand les actuels arriérés seront-ils payés? Ces indemnités sont-elles également prévues lors des périodes de visites familiales en Belgique?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les membres du personnel concernés reçoivent une indemnité d'éloignement ainsi qu'une indemnité repas, à moins que les repas ne soient fournis ou qu'une indemnité repas soit octroyée par l'organisation internationale concernée sur place par exemple. Ces indemnités ne sont jamais payées en double.

Le paiement de l'indemnité d'éloignement peut parfois accuser un certain retard si les services financiers doivent attendre un arrêté ministériel. Une fois celui-ci publié, les paiements sont effectués dans les plus brefs délais.

Aucune indemnité d'éloignement n'est payée pour la période pendant laquelle ces agents de police sont temporairement de retour en Belgique. Cela n'aurait pas de sens.

04.03 Ben Weyts (N-VA): J'ai obtenu cette information dans le cadre de la couverture médiatique du coûteux voyage du commissaire général et de sa suite. On peut comprendre l'indignation des personnes exposées au danger sur le terrain et qui doivent attendre 4 mois pour être payées. Il s'agit dans certains cas de 200 euros par jour. L'arrêté ministériel est-il pour bientôt?

04.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La publication de l'arrêté ministériel peut prendre quelques semaines. Étant donné le retard de quatre mois, je prendrai contact avec le Budget pour vérifier s'il n'y a pas un blocage.

04.05 Ben Weyts (N-VA): Excellente initiative. Il n'est pas question de périodes de suspension dans l'arrêté royal qui règle ces indemnités, d'où une certaine incertitude chez les bénéficiaires. La ministre pourrait-elle se pencher sur cette question également?

L'incident est clos.

Président: Ben Weyts.

05 Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre d'acteurs qui sont impliqués dans les questions de sécurité" (n° 3298)

05.01 Éric Thiébaud (PS): De nombreux acteurs sont impliqués dans les questions de sécurité, qu'ils relèvent soit du secteur public, soit du secteur privé. Ces derniers semblent être de plus en plus nombreux.

Pourriez-vous m'indiquer le nombre de gardiens de la paix occupés par les différentes villes faisant appel à leurs services, ainsi que le nombre d'employés des entreprises de gardiennage réalisant des missions relevant de la sécurité?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): En 2010, on compte 1 814 gardiens de la paix actifs dans le domaine de la prévention de la criminalité (769 en Flandre, 522 en Wallonie, 523 à Bruxelles). Parmi ceux-ci, 1 183 sont financés par le SPF Intérieur, les autres l'étant par les communes ou par les Régions. Toutes les villes et communes ne nous ont pas encore transféré la totalité de leurs données concernant leurs gardiens de la paix.

En Belgique, 13 620 agents de gardiennage travaillent pour des entreprises de gardiennage.

L'incident est clos.

06 Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la consultation par les services de police d'études commanditées par le SPF Intérieur" (n° 3299)

06.01 Éric Thiébaud (PS): Le SPF Intérieur commande régulièrement des études intéressant directement les services de police. Leurs rapports recèlent assurément des informations utiles aux autorités locales et aux zones de police. Or, ils ne leur sont pas accessibles.

Ne serait-il pas profitable que les résultats de ces recherches soient accessibles aux services concernés? Envisagez-vous que ces services puissent en prendre connaissance?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Au SPF Intérieur, existe un programme annuel de recherches scientifiques intéressant directement les services de police. Les services de police concernés sont informés de l'évolution des travaux par leurs représentants au comité d'accompagnement.

Par ailleurs, lorsque j'approuve la diffusion de recherches scientifiques, celles-ci sont disponibles à tous. Les recherches les plus récentes sont d'ailleurs disponibles sur le site *besafe.be*.

Pour certaines recherches, une brochure résumée est envoyée à tous les bourgmestres et chefs de corps du pays.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "une conférence controversée organisée à la VUB par la plate-forme des Students against Israeli Apartheid" (n° 3346)
- M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la conférence anti-israélienne à la VUB" (n° 3364)

07.01 Tanguy Veys (VB): Le 16 mars 2011, le militant anglo-palestinien Azzam Tamimi et le journaliste irlandais David Cronin ont donné à la VUB une conférence qui s'inscrivait dans le cadre d'une action mondiale appelant à un boycott d'Israël. Tamimi et Cronin, d'une part, et leur auditoire d'autre part ont appelé à la destruction de l'État juif. Or le recteur de la VUB était informé de la tenue de cette conférence et connaissait le palmarès de ces conférenciers liés au Hamas. En outre, tous les étudiants de la VUB ont été invités par le biais de l'internet à venir assister à cette conférence.

La liberté d'expression doit pouvoir s'exercer mais à condition de ne pas enfreindre la loi antiraciste et antirévisionniste.

La ministre avait été informée par avance de l'organisation de cette conférence. Or j'ai déposé ma question le 14 mars et j'ai invité clairement la ministre à s'interroger à ce propos. Pourquoi a-t-elle autorisé néanmoins cette conférence? Les services de la ministre ont-ils été attentifs à tout ce qui s'y est dit? Compte-t-elle prendre des mesures?

07.02 Jan Van Esbroeck (N-VA): Il y a quelques semaines, j'ai interrogé la ministre sur la conférence du controversé Saoud Khadjé à Berchem. Dans l'intervalle, un événement similaire a été organisé, à savoir la conférence de M. Tamini à la VUB. La VUB a déjà annoncé qu'elle renforcerait désormais les contrôles avant de mettre ses infrastructures et son matériel à disposition. Je suis partisan de la liberté d'expression mais je me pose des questions à propos des appels à la haine et à la violence.

La ministre avait indiqué qu'un membre de ses services ou de la Sûreté de l'État assisterait à ce type de conférence. Qu'en est-il résulté?

07.03 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): J'étais au courant de la conférence, mais la ministre de l'Intérieur n'a pas la compétence d'interdire une conférence à l'université. Cette responsabilité incombe au recteur.

L'OCAM connaît M. Tamimi à cause de son attitude positive vis-à-vis du Hamas et de ses déclarations contre l'État d'Israël. En Allemagne et au Royaume-Uni, il fait l'objet d'enquêtes judiciaires. La conférence ayant été annoncée sur plusieurs sites internet, l'OCAM craignait des troubles. C'est la raison pour laquelle il a été demandé à la police de la zone Bruxelles-Ixelles de maintenir une surveillance discrète aux abords des bâtiments de l'université, mais pas dans la salle. L'événement s'est déroulé sans le moindre incident.

De même, le 6 mars, les services de police étaient présents lors de la conférence de M. Khadjé. La police locale d'Anvers a veillé au maintien de l'ordre en dehors de la salle et la police judiciaire fédérale a suivi la conférence. Aucun incident n'a été à déplorer et aucune déclaration contraire à notre législation n'a été proférée.

07.04 Tanguy Veys (VB): M. Tamimi entretient des liens manifestes avec le Hamas. Cette conférence ne pouvait pas être interdite, alors que l'intervention contre les petites fêtes organisées par les idiots de Blood & Honour se justifiait.

07.05 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Je trouve normal que l'on intervienne contre ce genre de manifestation.

07.06 Tanguy Veys (VB): La ministre applique deux poids et deux mesures. Une famille israélienne a été tuée tout récemment et un bébé a été égorgé. M. Tamimi prétend que l'assassin pourrait être la femme de ménage asiatique sous-payée. Cela n'est-il donc pas choquant?

07.07 Jan Van Esbroeck (N-VA): Cette conférence organisée à Berchem a donc été l'objet d'un suivi. Aucun incident ne s'est bien sûr produit, pas même en raison de la teneur de la conférence. Je suis sûr que c'est dû en partie au fait que nous avons abordé cette question par avance. Les médias n'y ont pas été sourds. Une grande inquiétude règne en la matière. Je poursuivrai ce combat.

Le président: Nous passons aux questions relatives au nucléaire. La question n°3341 de M. Éric Thiébaud est retirée et sa question n°3533 sera posée en séance plénière. La question n°3473 de Mme Ann Vanheste est transformée en question écrite.

Le nuage radioactif peut attendre demain, le sujet n'est pas urgent à ce point.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "le plan d'évacuation à la côte belge en cas d'accident nucléaire dans le Nord de la France" (n° 3314)
- M. Éric Thiébaut à la ministre de l'Intérieur sur "la situation de crise dans les centrales nucléaires japonaises" (n° 3341)
- M. Peter Vanvelthoven à la ministre de l'Intérieur sur "la zone de plan d'urgence en cas d'évacuation nucléaire" (n° 3349)
- M. Peter Vanvelthoven au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la zone de plan d'urgence en cas d'évacuation nucléaire" (n° 3350)
- M. Hans Bonte au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tests de résistance des centrales nucléaires en Belgique" (n° 3429)
- Mme Ann Vanheste à la ministre de l'Intérieur sur "la distribution gratuite de comprimés d'iode" (n° 3473)
- M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les contacts avec les autorités françaises concernant la sécurité autour de la centrale de Chooz et la réalisation d'un stress test à la centrale de Chooz" (n° 3514)
- M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "un stress test pour l'Institut des Radioéléments à Fleurus" (n° 3515)
- M. Éric Thiébaut à la ministre de l'Intérieur sur "la dispersion atmosphérique du panache radioactif formé par les rejets de la centrale nucléaire de Fukushima" (n° 3533)
- M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "les critères appliqués pour le stress test européen" (n° 3548)

08.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il serait peut-être judicieux de demander à l'AFCN de réaliser une étude sur les conséquences d'un incident nucléaire sur notre région côtière, à l'instar d'une étude effectuée par la NRPA, l'agence norvégienne de sécurité nucléaire. L'usine de retraitement de La Hague et la centrale nucléaire de Gravelines en France ne sont en effet pas loin nos côtes.

L'AFCN s'appuie-t-elle sur la modélisation du déplacement des particules radioactives dans l'air pour établir la carte des conséquences d'incidents nucléaires? Connaît-elle la méthode utilisée par la NRPA, l'agence norvégienne et envisage-t-elle d'effectuer une étude d'incidence similaire pour un éventuel incident nucléaire à La Hague ou Gravelines? Pourquoi une telle étude n'a-t-elle pas encore été réalisée? Existe-t-il un plan d'évacuation spécifique pour la région de la côte belge et dans le cas contraire, quand pouvons-nous en espérer un?

Les ministres européens se sont concertés cette semaine sur les futurs essais de sécurité auxquels seront soumises les centrales nucléaires en Union européenne.

Quelles décisions importantes ont été prises? Quelles modalités s'appliqueront à l'exécution de ces essais? Un essai de résistance négatif débouche-t-il par définition sur une fermeture? Dans quel délai la ministre attend-elle des éclaircissements? Dans quel délai les essais pourront-ils être effectués?

08.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La centrale française de Chooz est "enclavée" en Belgique, avec la Meuse qui coule vers la Belgique et les vents dominants soufflant vers la Belgique. Des contacts récents ont-ils eu lieu entre les autorités de sécurité nucléaire belges et françaises à propos de la sécurité de cette centrale? Quand les autorités françaises vont-elles réaliser un *stress test* sur cette centrale? Les autorités belges y seront-elles associées?

Cette centrale est-elle conçue pour résister à un risque sismique de 6 sur l'échelle de Richter et à une chute d'avion? Dispose-t-elle de moyens de refroidissement indépendants en cas de problèmes électriques? En matière d'information, qu'est-ce qui est envisagé à l'égard des populations belges du site?

Y a-t-il une campagne d'information systématique concernant les pilules d'iode? Au Japon, le rayon a été élargi à 80 kilomètres – consigne donnée par les États-Unis à leurs ressortissants. Est-il envisagé d'élargir le rayon actuel?

Un *stress test* sera-t-il effectué au niveau de l'Institut des radioéléments de Fleurus? Les bâtiments de cet institut ont-ils été construits en tenant compte d'un éventuel risque sismique ou de chute d'avion? Un moyen d'alimentation indépendant est-il prévu en cas de coupure d'électricité? Quelles sont les mesures prises pour

informer les riverains?

08.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La zone de plan d'urgence en cas d'évacuation nucléaire qui a été définie dans le plan fédéral d'urgence nucléaire et radiologique est une zone de 10 kilomètres. Des comprimés d'iode seront distribués préventivement dans un rayon de 20 kilomètres.

La recommandation de la commission d'enquête préconisant la délimitation d'une zone de plan d'urgence de 30 kilomètres a été prise en considération en 1991 lors de la confection du plan d'urgence nucléaire fédéral, plan basé sur une analyse des répercussions de l'accident nucléaire survenu à Tchernobyl en 1986. Lors de cet accident, la population avait été évacuée dans une zone de 30 kilomètres. Toutefois, la centrale nucléaire de Tchernobyl était fort différente des centrales implantées en Europe occidentale. Par conséquent, les scénarios du type Tchernobyl sont exclus dans les centrales nucléaires belges.

En cas de situation d'urgence réelle, le schéma de réaction adéquat sera fonction des circonstances spécifiques de l'accident. Au moment où l'on a confectionné ce plan, on est parti du principe que tout accident nucléaire a un caractère évolutif. Au Japon, c'est ce scénario qui a été suivi. La zone d'évacuation a été progressivement étendue de 3 à 10 puis à 20 kilomètres, cette extension s'étant peut-être poursuivie au-delà.

Cependant, il importe de se baser sur un plan pré-établi pour une zone centrale autour de la centrale nucléaire parce que c'est là que le risque est le plus important et le délai d'intervention le plus court, et parce que la population évacuée de cette zone centrale doit pouvoir se déplacer rapidement à travers les autres zones. Dans le plan d'urgence, il s'agit d'une zone d'un rayon de 10 kilomètres.

La distribution de comprimés d'iode a été organisée selon le même principe. Une zone centrale de 20 kilomètres où une prédistribution est prévue a été définie pour gagner du temps. Une distribution complémentaire pourra être effectuée rapidement grâce à la constitution de stocks.

(*En français*) En matière de prévention, il y a la distribution d'iode (10 km autour de l'IRE et 20 km autour des centrales). Les habitants reçoivent une brochure d'information et peuvent aller chercher des comprimés dans les pharmacies avec leur carte SIS. Les collectivités peuvent demander un document à cet effet via le site risquenucléaire.be, actif en permanence, et qui reprend les informations nécessaires. Un numéro de téléphone est disponible jusqu'à fin avril.

En cas de situation d'urgence, la population est alertée, via des sirènes, par le système *Crisis Alert* (repris par les médias) ou par *Public Address* (hauts-parleur sur des voitures de police) et informée de mesures à prendre et des domaines auxquels elles s'appliquent.

En dehors des zones, la protection civile dispose de stocks de comprimés d'iode et chaque pharmacie du pays a en stock de quoi fabriquer de l'iode stable.

(*En néerlandais*) Dans le cadre du plan d'urgence nucléaire, l'évacuation est considérée comme une mesure extrême et déstabilisatrice à ne mettre en œuvre qu'en cas de doses d'irradiation très importantes et que si l'on dispose de suffisamment de temps pour procéder à l'évacuation en toute sécurité. La mise à l'abri est une mesure plus efficace, aisée à mettre en pratique. Des leçons sont tirées de chaque exercice et de chaque incident.

Le plan d'urgence nucléaire de 2003 ne répond pas seulement à des situations d'urgence susceptibles de se produire au sein des centrales nucléaires belges, mais peut, le cas échéant, être déclenché en cas de situations d'urgence pouvant entraîner des conséquences pour les Belges résidant à proximité de centrales installées le long des frontières comme Gravelines en France. Cette centrale nucléaire se trouvant à plus de vingt kilomètres de notre territoire, la Belgique n'a délimité aucune zone de planification d'urgence pour les mesures de protection.

Ceci n'exclut évidemment pas que, si la situation l'exige, le gouvernement fédéral puisse prendre, en concertation avec la province et les autorités locales, des mesures de protection pour la population belge se trouvant en zone d'intervention sur le territoire belge. Les gouverneurs disposent d'un plan d'urgence et d'intervention général s'appliquant à tous les types de situations d'urgence, complété par les plans d'urgence

et d'intervention spécifiques pour les cas auxquels ils sont d'application.

(*En français*) Concernant la centrale de Chooz, depuis 1998, un accord nucléaire franco-belge porte sur la collaboration et l'échange d'informations en cas d'urgence. Ce texte est complété par des accords conclus entre le gouverneur de la Province de Namur et le préfet des Ardennes.

Les procédures relatives à la diffusion d'informations auprès de la population sont régulièrement testées lors de l'exercice du plan d'urgence. Un exercice national a été organisé en 2010 sur le site IRE-Fleurus. Un autre, d'ordre bilatéral franco-belge, a eu lieu à la centrale nucléaire de Chooz.

(*En néerlandais*) Avec le ministre Magnette, j'ai plaidé à la réunion des experts de la semaine dernière pour l'introduction de ces *stress tests*. Le but est de tirer les leçons des événements qui se sont produits au Japon. Le gouvernement a décidé d'appliquer ces *stress tests* à nos centrales nucléaires.

Il sera demandé au Groupe des régulateurs européens de la sûreté nucléaire (ENSREG) de définir à très court terme une méthodologie pour l'exécution de tests harmonisés qui tiennent compte du lieu d'implantation ainsi que du type et de l'année de construction des centrales.

L'association des régulateurs d'Europe Occidentale, WENRA, joue également un rôle de soutien à cet égard. Une réunion s'est tenue hier et aujourd'hui à Helsinki. Il sera tenu compte, pour définir l'objectif technique, des enseignements tirés jusqu'à présent de la situation au Japon. L'accent sera mis sur les *initiating events*, *consequential loss of safety functions* et *accident management issues*.

Une taskforce WENRA, à laquelle participeront l'AFCN et BelV, approfondira également d'autres points. WENRA présentera une proposition à l'ENSREG le 12 mai.

La suite du calendrier dépendra d'une série de paramètres. Les opérateurs ont six mois pour procéder aux *reassessments* et rendre compte aux autorités compétentes. Ces dernières rendront un avis dans les trois mois avant d'interagir avec WENRA et l'ENSREG. Il est bien sûr envisagé de publier les résultats.

L'objectif des *stress tests* est clair. Si la centrale nucléaire ne satisfait pas aux critères aux différents niveaux, sa fermeture immédiate sera recommandée et elle sera fermée sans délai. Elle pourra aussi être momentanément fermée, le temps de procéder aux aménagements nécessaires. Ou continuer de fonctionner pendant que seront prises certaines décisions, pour autant que le *stress test* permette la poursuite des activités dans l'intervalle. Enfin, la centrale peut aussi satisfaire à l'ensemble des critères et dès lors continuer à fonctionner.

08.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La ministre a évoqué de nombreux aspects, mais n'a pas répondu aux questions concernant Gravelines et La Hague.

08.05 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'AFCN, le CEN et l'IRM évaluent les conséquences d'éventuelles émissions de substances radioactives provenant de sites nucléaires implantés à l'étranger à l'aide de différents modèles dans le cadre du fonctionnement de la cellule d'évaluation mise sur pied dans le contexte du plan d'urgence nucléaire. Ces modèles reposent sur des données et des prévisions météorologiques, à l'image du modèle utilisé par la *Norwegian Radiation Protection Authority (NRPA)* dans l'étude mentionnée.

Ces évaluations sont réalisées sur la base des informations que chaque État membre doit fournir à l'Union européenne en vertu de l'article 37 du traité Euratom et qui sont examinées par un groupe d'experts. Ces évaluations sont effectuées régulièrement dans la foulée d'exercices de plans d'urgence nucléaire internationaux ou bilatéraux. Toutefois, il n'a pas encore été procédé à l'étude systématique de tous les scénarios d'accidents possibles. Il incombe aux autorités nationales d'effectuer de telles études d'impact pour les installations situées sur leur propre territoire, car elles disposent des informations les plus adéquates à ce sujet. On notera que la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne et ne participe donc pas à l'échange d'informations exigé par le traité Euratom.

08.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La semaine dernière, la ministre déclarait que la zone de 30 kilomètres n'avait alors pas été prise en considération car l'on considérait que les réacteurs en question étaient

différents de ceux de Tchernobyl et que l'établissement d'une zone d'évacuation de 30 kilomètres était peu probable. Or, la ministre n'ignore pas qu'il ne faut pas forcément posséder un réacteur de type Tchernobyl pour qu'une zone d'évacuation de 30 kilomètres soit nécessaire.

Je constate par ailleurs que la campagne d'information actuelle génère une confusion considérable, de sorte qu'il me semblerait plus avisé d'y mettre fin.

Nous présenterons très prochainement une liste de points qui requièrent notre attention. Le Parlement doit en effet pouvoir peser sur le contenu des tests de résistance, en particulier en période d'affaires courantes. Les tests de résistance doivent être spécifiquement adaptés à chaque site, traduire en chiffres l'impact socioéconomique d'incidents éventuels et tenir compte de la combinaison de facteurs improbables.

08.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je n'ai pas eu de réponse à mes questions concernant les risques sismiques et aériens pour l'IRE et Chooz. Les risques nucléaires sont systématiquement causés par des incidents sans précédent et il est important de renforcer la sécurité, y compris au niveau du matériel usagé.

Un autre problème est celui des zones de 10 et 20 km, souvent dépassées. On voit, en outre, des distributions d'iode sur des demi-communes, ce qui cause une certaine inquiétude. Ne faudrait-il pas élargir ces zones?

Nous serons également attentifs aux *stress tests*, également pour les installations de plus petite taille comme l'IRE ou pour les centrales de Chooz et de Gravelines. Il est important que nous y soyons associés.

J'insiste sur une information complète et transparente de tous les citoyens concernés, qui se posent beaucoup de questions.

08.08 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La France et les Pays-Bas vont aussi organiser des *stress tests*.

L'incident est clos.

09 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le manque de captation du réseau ASTRID sur la commune de Viroinval" (n° 3308)

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le réseau ASTRID de la commune de Viroinval, à proximité de la centrale de Chooz, ne fonctionne pas de manière optimale. Le 24 février dernier, l'intervention des pompiers lors d'une intoxication au gaz carbonique dans l'école de Vierves-sur-Viroin a été entravée par des difficultés de captation au niveau du réseau ASTRID.

Quelles ont été les conséquences de cet incident? Quelles en sont les causes et quelles solutions envisager? Où en sont les négociations avec les opérateurs gsm et les autorités communales?

D'autres zones de notre pays sont-elles dans le même cas?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le service d'incendie de Couvin m'informe que les intervenants ont dû se déplacer à une centaine de mètres, et en hauteur, pour effectuer leurs communications.

La couverture ASTRID sur la commune de Viroinval est conforme au contrat de gestion du 8 avril 2003, mais à certains endroits se pose un problème de couverture pour les radios portables. Pour y remédier, ASTRID a prévu, depuis 2006, l'installation d'une antenne-relais, qui a été budgétisée mais n'a pas encore été réalisée, à défaut d'une solution sur les modalités de son installation.

La commune souhaite que l'antenne soit installée sur le même mât que celui des trois opérateurs de mobilophonie et que ce mât soit déplacé, vu son impact visuel paysager. Or, la structure de ce mât ne permet pas d'accueillir l'antenne ASTRID et les opérateurs gsm ne sont pas disposés à financer le déplacement ou la construction d'un nouveau mât. ASTRID ne peut financer seule le déplacement du mât, ni imposer à la commune la construction d'un mât propre.

Le réseau ASTRID est actuellement effectif sur l'ensemble du territoire – à l'exception de la région de Tournai – avec un degré de couverture supérieur à celui imposé dans son contrat de gestion.

Les utilisateurs ont la possibilité de signaler à ASTRID les endroits où la couverture pour les radios portables est insuffisante pour répondre aux besoins opérationnels des services de secours. Au besoin, une équipe technique est envoyée sur place.

En concertation avec le Comité consultatif des usagers d'ASTRID, il a été convenu de dresser l'inventaire de ces demandes et de fixer des priorités. Des infrastructures supplémentaires sont installées selon cette priorité, en fonction des possibilités budgétaires.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ce problème existe depuis 2006, dans une zone située à moins de 20 km de la centrale de Chooz! Je ne comprends pas qu'il ne soit pas possible de trouver une solution, transitoire ou définitive.

Si, comme vous le dites, c'est conforme au contrat de gestion, il faudrait peut-être alors changer le contrat de gestion! Chaque citoyen a le droit d'être traité correctement.

L'incident est clos.

10 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi du rapport du Comité P relatif à la situation dans la zone de police de l'Entre-Sambre-et-Meuse" (n° 3309)

10.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Tout indique de lourdes difficultés relationnelles et de management dans la zone de police de l'Entre-Sambre-et-Meuse.

Dans votre dernière réponse, en janvier 2010, vous m'indiquiez avoir sollicité un rapport du Comité P. Plus d'un an plus tard, j'ai reçu copie du rapport. Ce dernier est assez explicite. On constate un déficit criant sur le plan de la gouvernance et de la coordination entre les services. Une telle situation appelle réaction, tant de votre part que de la part des autorités locales.

Où en est la plainte contre X déposée par le chef de zone contre les signataires de la lettre ouverte de mars 2009? Quelle décision judiciaire a-t-elle été prise à la suite de cette plainte? Avez-vous pris connaissance du rapport du Comité P? Quelle en est votre lecture? Confirmez-vous mon diagnostic pessimiste? Estimez-vous normal que la conclusion et la diffusion de ce rapport aient pris tant de temps? Qu'avez-vous entrepris ou qu'allez-vous entreprendre pour, enfin, améliorer la situation? Quelle sera l'attitude de l'autorité fédérale au moment de l'évaluation du chef de corps actuel et de sa candidature au renouvellement de son mandat?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'ai connaissance de quelques problèmes de fonctionnement dans la zone de police de l'Entre-Sambre-et-Meuse mais il s'agit avant tout d'un problème local. Ce n'est que dans le cas d'une procédure disciplinaire que j'ai une compétence, et pour autant qu'un dossier m'ait été soumis par la hiérarchie, ce qui n'a pas été le cas.

L'autorité locale a mis en place, dès octobre 2009, un plan pour préparer une réorganisation du corps afin de résoudre les problèmes structurels et opérationnels liés notamment à la situation budgétaire. L'accueil des recrues a été réorganisé et des brochures ont été réalisées pour informer le personnel des moyens mis à sa disposition. Différentes procédures judiciaires ont été décrites sous forme d'un mémento et les méthodes de travail des différents postes de proximité ont été uniformisées. D'après mes informations, les organisations syndicales se disent satisfaites.

Après la démission du conseiller interne en prévention et la fin du contrat avec le service externe de prévention, un nouveau service externe et un conseiller interne ont été désignés. Ceci a provoqué un certain retard mais tout serait rentré dans l'ordre. De plus, un plan de formation a été élaboré en fonction des desiderata du personnel et des besoins de la zone de police.

Toutes ces initiatives ont amené le retour à la sérénité. Le chef de corps actuel a été confirmé dans sa fonction pour un terme de cinq ans en 2006 et il lui revient d'introduire une demande de renouvellement cette

année. Si c'est le cas, la commission d'évaluation présidée par le bourgmestre et le président du collège de police formulera un avis, après quoi le conseil de police se penchera sur la demande et transmettra le dossier à mon administration. Ce dossier sera complété par l'avis du procureur du Roi et du gouverneur. Ce sera le moment indiqué pour évaluer de façon approfondie le chef de corps en place.

10.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il est paradoxal de considérer que vous ne devez intervenir qu'en cas de procédure disciplinaire alors que vous avez demandé un rapport au Comité P, extrêmement explicite sur la situation dans la zone. Aujourd'hui, sur base d'informations communiquées par les autorités locales, tout va bien. Suivant mes informations, ce que vous dites est tout sauf vrai. Je vous demande de prendre vos responsabilités. La situation du chef de corps qui est ici mis en question n'est pas évidente. Selon moi, les zones de police locale ont besoin d'un support plus important de votre part.

10.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Vous avez peut-être oublié la réforme de la police intervenue il y a dix ans. Depuis, la police locale relève de la tutelle du bourgmestre et du président du conseil de police et non de celle du ministre de l'Intérieur. Je ne peux intervenir que dans le cadre de certaines circonstances disciplinaires.

10.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): J'estime simplement qu'en cas de problèmes aussi graves, évoqués dans un rapport du comité P que vous avez d'ailleurs demandé, vous ne restiez pas les bras croisés!

Par ailleurs, dans le cadre de l'évaluation de cette réforme, il faudrait peut-être considérer la question du support apporté par votre administration centrale aux zones de police locale.

Dans le cadre de l'évaluation du renouvellement du mandat du chef de police, la loi vous confère un rôle que vous devez pouvoir assumer sans dire que ce n'est pas vous, mais le bourgmestre chef du collège de police.

L'incident est clos.

11 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le pourvoi à la fonction d'inspecteur général au sein de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale" (n° 3310)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Pour quelle raison, depuis la démission de M. Luc Closset en février 2009 et sa mise à la retraite en novembre de la même année, n'a-t-il pas été pourvu à la fonction d'inspecteur général de la police locale et fédérale? Pensez-vous lancer une procédure de recrutement à court terme? Dans quels délais? À qui le recrutement sera-t-il ouvert?

Quelles sont les conséquences de cette vacance sur le fonctionnement de l'inspection générale? A-t-elle la capacité d'être présente auprès ou en soutien des polices locales?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le mandat est ouvert aux membres du cadre opérationnel, au personnel Calog et aux candidats externes satisfaisant aux conditions requises qui devront, comme leurs statuts, être précisés par voie d'arrêté royal, ce qui suppose un gouvernement de plein exercice.

L'inspection fonctionne bien. M. Adam, directeur de l'audit au sein de l'inspection générale, a été commissionné par mon collègue de la Justice et par moi-même à la fonction d'inspecteur général.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les affaires courantes ont débuté un an après le départ de M. Closset, et cette période n'a pas été mise à profit pour le remplacer. De plus, les affaires courantes sont à géométrie variable: on envoie des militaires en opération en Libye ou on remplace le gouverneur de la Banque nationale, mais on ne peut pas remplacer un maillon important de la chaîne policière... Il est important de ne pas attendre un gouvernement de plein exercice.

Nous investissons tous nos modestes moyens pour régler cette situation car le poste est important en cas de difficultés sur le terrain local.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents survenus lors du match de football Charleroi-Standard de Liège" (n° 3405)

12.01 Jacqueline Galant (MR): Un triste événement est survenu lors du match Charleroi-Standard de Liège, ce 12 mars: jets d'objets, invasion du terrain par des supporters, voire bagarres. 250 policiers avaient été déployés, mais, malgré cela, ces incidents ont eu lieu.

Je m'étonne de la facilité avec laquelle les auteurs de troubles ont pu entrer dans le stade avec des fumigènes, balles de tennis et autres projectiles.

Quelles mesures de sécurité seront prises à l'avenir pour les rencontres de football?

Des mesures avaient-elles été prises pour ce match? Le service de sécurité était-il suffisant? Les supporters ont-ils été fouillés et, si oui, est-ce individuellement ou par coups de sonde?

Des mesures particulières seront-elles prises pour éviter que ces incidents ne se reproduisent? Quelles sanctions sont prévues pour les auteurs de troubles?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Je déplore vivement ces événements.

Ce derby wallon était un match à très haut risque, compte tenu de l'animosité historique entre supporters des deux clubs, de l'enjeu sportif important et des informations préalables confirmant la présence de hooligans hollandais.

Malgré une attention particulière portée à la fouille des supporters et malgré un contingent policier conséquent – 240 effectifs et 150 stewards – on n'a pas pu empêcher l'introduction de certains projectiles.

Il est impossible d'avoir un contrôle intégral partout dans le stade et d'organiser un contrôle systématique de tous les spectateurs – la majorité arrive massivement un quart d'heure avant le début du match. Certains engins pyrotechniques sont introduits en pièces détachées pour être assemblés dans le stade.

Certains supporters "ultra" des deux clubs, déjà sanctionnés par mes services, continuent à adopter des comportements irresponsables: tenues vestimentaires similaires pour échapper à l'identification, feux de Bengale dissimulés dans du matériel d'animation, recours à la naïveté d'autres supporters, etc.

La sanction minimale pour un allumage de feux de Bengale, fixée par la loi de 2007 à 500 euros et douze mois d'interdiction de stade, a un impact dissuasif sur le long terme, mais je constate que l'on recourt à nouveau aux feux de Bengale, en particulier chez les supporters du Standard de Liège.

J'attends une réaction forte du comité sportif de l'Union Royale Belge de Football à l'encontre de ces deux clubs. La cellule Football de mes services sanctionnera certainement toute personne ayant commis des infractions à la loi Football. La tolérance zéro doit être maintenue.

Les personnes ayant envahi le terrain samedi risquent une sanction de 1 000 euros minimum et une interdiction de stade de deux ans. Un débriefing a lieu aujourd'hui à la police de Charleroi afin d'apporter une réponse ferme et coordonnée à ces incidents. Hier, lors de la grande réunion de sécurité pour les *play-offs*, la nécessité d'une application stricte de la loi Football a été rappelée aux responsables policiers ainsi qu'aux responsables des clubs.

12.03 Jacqueline Galant (MR): Il faudra malgré tout trouver un système permettant de fouiller un maximum de personnes. La plupart des stewards, bénévoles, sont des amis de supporters! Il faudra y réfléchir au sein de votre cellule Football.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique lors des prochaines élections communales" (n° 3493)

13.01 Jacqueline Galant (MR): Vous savez que votre homologue wallon a décidé d'abandonner le système de vote automatisé. En Wallonie, seules vingt communes y avaient adhéré.

Où la concertation entre les entités fédérées et le fédéral en est-elle à ce sujet? En effet, il serait aberrant de revenir au vote sur papier dans les communes où le vote automatisé a déjà été introduit.

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): En 2008, l'État fédéral a soumis aux Régions un accord de coopération relatif au développement d'un nouveau système de vote électronique. Cet accord prévoyait notamment le lancement d'un marché public en juin pour développer un prototype et l'expérimenter. Il a été attribué en février 2011. À l'origine, seule la Région flamande a pris part à cet accord. Depuis peu, la Région de Bruxelles-Capitale y a également adhéré. Seule la Région wallonne n'a pas signé.

Actuellement, l'adjudicataire développe un prototype qui sera soumis à des tests. S'ils sont satisfaisants, une expérimentation sera organisée, puis évaluée. Le système sera alors proposé aux communes flamandes et bruxelloises. D'ici là, la Région wallonne peut adhérer à cet accord. Il n'est jamais trop tard.

13.03 Jacqueline Galant (MR): De nouveau, la Wallonie est à la traîne. Mes homologues wallons interrogeront le ministre des pouvoirs locaux à ce sujet.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme et le coût des services de secours" (n° 3494)

14.01 Jacqueline Galant (MR): La réforme des services de secours est à la traîne. Actuellement, les communes assurent toujours 90 % du financement.

Qu'est-ce qui sera fait cette année? Les coûts imputés aux communes vont-ils encore croître, malgré les subsides octroyés aux zones pilotes? Quelle est la position de votre département quant à cette réforme?

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): La réforme des services d'incendie reste une de mes priorités. J'ai tout mis en œuvre pour que le projet de pré-zones opérationnelles puisse être poursuivi en 2011.

Les coûts imputés aux communes ne devraient pas croître. L'État fédéral investit massivement dans les services de secours. J'ai obtenu, en 2010, les crédits substantiels suivants qui sont reconduits en 2011. Il s'agit de 7 millions supplémentaires pour la formation, 2,5 millions supplémentaires pour l'achat d'équipements de protection individuelle et 21 millions pour la mise en place des pré-zones opérationnelles, versés aux communes sous la forme de subsides. La grande majorité des pré-zones m'ont déjà envoyé leurs propositions de conventions pré-zones opérationnelles pour 2011.

14.03 Jacqueline Galant (MR): Comment expliquer que les communes participant à une pré-zone opérationnelle voient leurs dotations augmenter de manière significative?

Il conviendrait de faire une analyse: il n'est pas normal que le fédéral accorde de conséquents subsides à une pré-zone opérationnelle et, qu'en même temps, les communes doivent payer toujours davantage. Je vous adresserai une question écrite à ce propos.

L'incident est clos.

15 Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "la profession de pompier en tant qu'éventuelle profession à risque" (n° 3418)

15.01 Tanguy Veys (VB): La profession de pompier n'est pas reconnue comme une profession à risque. Les pompiers peuvent partir à la retraite à l'âge de 65 ans seulement et ils n'ont pas droit à une prime de risque, par exemple.

La ministre pense-t-elle que la profession de pompier devrait faire partie de la catégorie des métiers à risque? La ministre est-elle disposée à prendre une série de mesures?

15.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Aucun droit ne peut être revendiqué sur la base de la notion de profession à risque, cette qualification ne faisant l'objet d'aucune définition juridique officielle. Toutefois, il est bien entendu judicieux de prendre certaines mesures en vue de reconnaître les risques particuliers liés à la profession de pompier.

Ainsi, les pompiers disposent du tantième préférentiel d'un cinquantième lors du calcul de leur pension, alors que pour les fonctionnaires ordinaires, chaque année de prestation n'est prise en considération que pour un soixantième. Cette règle s'applique à toutes les années durant lesquelles un pompier a participé directement à la lutte contre le feu. De plus, les pompiers sont soumis à une obligation de surveillance spéciale de la santé.

Les risques spécifiques auxquels les pompiers sont confrontés seront pris en considération lors de l'élaboration du nouveau statut des membres des zones de secours.

15.03 Tanguy Veys (VB): J'espère que des efforts supplémentaires seront fournis lors de la réforme du statut.

L'incident est clos.

16 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le droit de vote des ressortissants étrangers" (n° 3420)

16.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Certains étrangers résidant en Belgique ont pu voter aux élections communales du 8 octobre 2006, moyennant certaines conditions et formalités préalables – introduire notamment une demande écrite auprès de la commune. L'inscription sur la liste des électeurs n'est donc pas automatique, mais résulte d'une démarche volontaire. Il faut donc informer clairement et suffisamment à l'avance ces personnes de leur possibilité de participer à l'élection communale.

En 2006, nous avons reçu les formulaires à remplir très tard et le travail a été assez compliqué à organiser. Je ne voudrais donc pas me retrouver dans la même situation cette fois-ci.

Quels enseignements ont été tirés des élections de 2006 dans ce domaine? En Région bruxelloise, seuls 14 % des électeurs européens et extra-européens se sont inscrits. Quelles seront les modalités de participation des étrangers aux prochaines élections communales?

Quelle sera la part du ministère de l'Intérieur dans la préparation desdites élections? Quelles démarches ont-elles déjà été entreprises en ce sens et quel sera le timing des différentes opérations (circulaires, formulaires, etc.)?

16.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le droit de vote aux élections communales des étrangers vivant en Belgique est réglé par les articles 1^{bis} et 1^{ter} de la loi électorale communale. Les arrêtés ministériels du 13 janvier 2006 ont fixé le modèle de demande pour être inscrit sur la liste des électeurs. Il y a aussi une circulaire du 30 janvier 2006. Ces arrêtés et cette circulaire sont toujours d'application.

Les étrangers déjà inscrits le restent pour les élections communales de 2012. Ceux qui ne sont pas encore inscrits doivent déposer le formulaire de demande complété à leur commune de résidence avant l'arrêt de la liste des électeurs des élections communales d'octobre 2012.

La circulaire précitée invite les communes à en assurer la publicité et la diffusion. Les citoyens qui le souhaitent peuvent se faire délivrer à la commune une copie de la circulaire qui expose en détail la procédure à suivre. Les communes pourront en outre recourir à la presse locale.

16.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Les citoyens qui déménagent doivent-ils se réinscrire dans leur nouvelle commune? En outre, votre prédécesseur, M. Dewael, avait répondu que l'information était de la responsabilité des communes mais que le fédéral voulait bien les soutenir. Je regrette qu'il n'y ait pas la

même ouverture chez vous.

16.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je suis presque sûre qu'ils doivent se réinscrire, mais je vérifierai.

L'incident est clos.

17 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "la révision de la norme KUL" (n° 3424)

17.01 Laurent Devin (PS): Beaucoup de zones de police du pays sont confrontées à des situations budgétaires difficiles. Aujourd'hui, la dotation fédérale est calculée sur base d'une norme KUL datant de 1998 et qui s'avère inadaptée. Il est important, pour les communes, de remédier à ce problème dans les plus brefs délais. Suite à une question de M. André Frédéric, vous nous aviez parlé d'un appel d'offres lancé dans les hautes écoles et universités pour procéder à une nouvelle étude permettant la révision de la norme KUL.

Cette étude a-t-elle déjà commencé et, si oui, quand pouvons-nous espérer en prendre connaissance?

17.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'étude à laquelle vous faites allusion s'inscrit dans le cadre de l'adoption d'une nouvelle loi de financement de la police locale. Préalablement, il est nécessaire de disposer d'une définition scientifiquement fondée du nombre de policiers nécessaires dans chaque zone.

Cette recherche préalable a débuté le 1^{er} mars 2010 et ses conclusions étaient attendues pour fin avril. L'université de Gand, en charge de cette recherche, a demandé une prolongation de six mois. Elle sera connue fin octobre 2011.

L'incident est clos.

18 Question de M. Anthony Dufrane à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des services de secours à la problématique des nouveaux animaux de compagnie (NAC)" (n° 3498)

18.01 Anthony Dufrane (PS): De plus en plus de concitoyens possèdent ce qu'on appelle un nouvel animal de compagnie (NAC), tel qu'un furet, une araignée, un serpent ou un lézard. Certains estiment que plus de 250 000 personnes détiennent un NAC en Wallonie! Ce phénomène s'accroît mais il est pratiquement impossible de cartographier de manière précise la présence de NAC dans les habitations. Cela peut mener à des situations dangereuses pour les services de secours lors de leurs interventions.

Quels services de secours reçoivent-ils des formations sur les NAC? Qui est responsable de ces formations? De combien de formateurs spécialisés dispose-t-on? Combien de personnes, à l'heure actuelle, sont-elles formées pour intervenir sur des NAC à la police et dans les services d'incendie? Existe-t-il une base de données des NAC pour aider les services de secours? Enfin, existe-t-il une concertation entre niveaux de pouvoirs en matière de NAC?

18.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Mes services sont conscients de ces risques. Le Centre fédéral de connaissance pour la sécurité civile travaille actuellement à une procédure traitant de ces interventions. Les premiers résultats ont été présentés aux services d'incendie en décembre 2010. Plusieurs spécialistes formés à l'étranger collaborent au développement de la procédure et de la formation. La détermination des moyens financiers et matériels nécessaires à la formation est en cours. En outre, des facultés de médecine vétérinaire et d'autres partenaires compétents sont impliquées dans le projet.

La procédure et la formation mettront l'accent sur la reconnaissance des dangers ainsi que sur les méthodes d'approche des NAC. Lors des interventions, il faudra faire appel à des vétérinaires spécialisés.

Une fois la procédure validée, la formation des instructeurs pourra commencer dans les écoles provinciales du feu, après quoi une formation spécialisée sera proposée aux services d'incendie à partir de l'automne 2011.

Des initiatives locales se sont aussi développées et ont donné lieu à la création de quelques équipes d'intervention spéciale. Mes services n'ont pas connaissance d'une banque de données sur les NAC pour les

services de secours.

Enfin, en ce qui concerne la collaboration entre services d'incendie et de police, un projet de circulaire sur cette matière a été soumis pour avis à la Commission permanente de la police locale.

18.03 Anthony Dufrane (PS): Des projets de cadastre belge des NAC sont-ils en cours?

18.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Pas à l'heure actuelle.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3501 de Mme Leen Dierick est reportée.

19 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le non-renouvellement de l'engagement de plusieurs pompiers volontaires à Couvin" (n° 3523)

19.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Après que le tribunal de Dinant ait donné raison aux pompiers volontaires de Couvin dans le procès qu'ils avaient intenté à la commune pour récupérer la rémunération de leurs gardes en caserne et à domicile, l'engagement de deux d'entre eux, qui jouissent d'une longue expérience, n'a pas été renouvelé, aggravant le manque de personnel.

La décision de Couvin est-elle légale? Quel est le cadre actuel du personnel de cette caserne? Quel est le cadre légal pour ce service d'incendie? Quelles seront les conséquences de cette décision sur la sécurité des citoyens? Le nombre de pompiers dans ce service est-il suffisant pour garantir cette sécurité? De quelle manière comptez-vous réagir à la décision des autorités communales? Quelles mesures envisagez-vous de prendre afin de garantir la sécurité des Couvinois?

19.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le non-renouvellement d'un contrat de pompier volontaire, au bout de cinq ans, est de la compétence du conseil communal et relève de la tutelle générale de la Région wallonne.

Le service d'incendie de Couvin comporte 67 pompiers dont dix professionnels, alors qu'il s'agit d'un service volontaire de classe Z, pour lequel la loi prévoit 65 pompiers dont un professionnel.

L'éventuelle décision de ne pas renouveler certains contrats de pompiers volontaires ne semble donc pas avoir d'effet négatif sur la population.

19.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il est dommageable de se priver d'éléments expérimentés et n'ayant pas démerité. Je prends néanmoins acte du fait que le service est conforme, et même supérieur au cadre légal.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3521 de M. Bastin est transformée en question écrite.

20 Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "l'action de contrôle organisée par la police des chemins de fer sur la ligne 25 Anvers-Bruxelles" (n° 3399)

20.01 Daphné Dumery (N-VA): Le 12 mars 2011, la police fédérale des chemins de fer a organisé une opération de contrôle de grande envergure, axée sur le tourisme de la drogue sur la ligne Anvers-Bruxelles. Durant l'opération, 17 immigrés en situation irrégulière ont été interceptés et 7 d'entre eux ont été conduits dans un centre fermé.

Ces étrangers en situation irrégulière possédaient-ils de la drogue et dans l'affirmative, de quels produits s'agissait-il? Ces drogues étaient-elles destinées à leur consommation personnelle ou s'agissait-il de revendeurs? Quelle était la nationalité de ces illégaux? Qu'est-il advenu des étrangers en situation irrégulière placés dans le centre fermé? Ont-ils été rapatriés ou libérés?

20.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'opération du 12 mars 2011 a permis de découvrir 17 personnes en séjour illégal, dont aucune ne détenait des stupéfiants. De la drogue a été trouvée sur six autres personnes. Cinq parmi elles possédaient une dose de consommation et une seule détenait 112 grammes de marihuana, 50 grammes de haschich et était en possession d'une balance. L'intéressé a été mis à la disposition du parquet.

Sept personnes ont été conduites dans un établissement fermé et ressortissent, dès lors, à la compétence du secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile.

20.03 Daphné Dumery (N-VA): Je m'adresserai au secrétaire d'État.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3519 de M. Seminara est transformée en question écrite.

21 Question de Mme Annick Van Den Ende à la ministre de l'Intérieur sur "la centrale nucléaire française de Cattenom" (n° 3556)

21.01 Annick Van Den Ende (cdH): L'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) a détecté des fissurations à la centrale nucléaire de Cattenom, située à 30 km d'Arlon. Elle considère néanmoins que la sûreté nucléaire du site est satisfaisante. Cependant un relâchement dans le domaine de la radioprotection a été constaté en 2009 et l'ASN estime que l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires. De plus, selon un quotidien luxembourgeois, des traces de radioactivité ont été décelées en février dernier sur des salariés d'entreprises externes après des travaux de maintenance.

Ce problème est-il résolu? Les problèmes de radioprotection sont-ils résolus depuis le mois de février? Y a-t-il d'autres problèmes spécifiques à cette centrale? Une distribution de comprimés d'iode en Belgique est-elle prévue en cas d'accident? Un expert belge pourrait-il être associé aux tests de résistance et d'étanchéité, comme le demande le grand-duché de Luxembourg?

21.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Fin 2010, des fissurations ont été détectées dans le béton d'ancrage des pompes de circuit d'eau secourue des réacteurs 1 et 2 de la centrale de Cattenom. Ces pompes, au nombre de quatre par réacteur, ont une fonction de refroidissement, notamment en situation d'accident, et doivent donc fonctionner à tout moment. Cependant d'après l'ASN, le refroidissement peut être assuré par d'autres moyens. Des travaux sont en cours depuis le 18 février pour garantir la tenue de deux pompes en cas de séisme en attendant la mise en conformité des huit pompes.

L'Agence fédérale de contrôle nucléaire belge, en contact régulier avec les agences étrangères, n'a pas connaissance d'autres problèmes spécifiques à cette centrale. Des stocks d'iode sont disponibles partout en Belgique.

21.03 Annick Van Den Ende (cdH): Les critères de sécurité doivent être partout les mêmes en Europe; il faut également une transparence importante et une coopération entre les États et les autorités de sûreté. Est-il envisageable de mandater un expert belge?

21.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'ai déjà répondu que nous allons procéder aux *stress tests*, comme la France et les Pays-Bas.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n°s 3344 et 3529 de M. Jadot sont reportées.

22 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'avenir de la piste détrempée située à Kampenhout" (n° 3419)

22.01 Ben Weyts (N-VA): La Régie des Bâtiments a publié récemment un appel d'offre pour la rénovation de la piste détrempée de Kampenhout dans le *Bulletin des adjudications*. Or, une telle piste a plutôt sa place

dans une zone industrielle ou une zone destinée à des équipements collectifs. L'endroit abrite des essences végétales et des espèces animales rares et se situe au centre du bois séculaire du Hellebos.

La ministre peut-elle donner quelques explications quant à cette adjudication et aux plans à long terme liés à cette piste? Selon la ministre, est-il opportun d'organiser de telles activités dans une réserve naturelle? La commune de Kampenhout est-elle impliquée dans ce projet? Des solutions de rechange ont-elles déjà été examinées? Le cas, échéant, pourquoi ont-elles été écartées?

22.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Depuis la réforme des services de police, l'utilisation de la piste détrempeée de Kampenhout s'est nettement intensifiée. Conséquence: aujourd'hui, elle a besoin d'une solide réfection.

Or dans le plan de secteur, cette piste détrempeée a été indiquée en couleur comme étant un domaine militaire et non une zone naturelle. Au demeurant, l'on s'efforce de limiter autant que possible l'impact des formations à la conduite sur la zone environnante. C'est ainsi qu'un système clos d'approvisionnement en eau a été aménagé pour cette piste. Grâce à ce système, l'eau présente sur la piste est récupérée, filtrée et réutilisée.

Quand cette piste a été aménagée dans les années nonante, l'avis de la commune de Kampenhout a été recueilli. D'autres solutions ont été recherchées préalablement à son aménagement. Ainsi, il a été vérifié s'il pouvait être fait usage de pistes détrempeées privées. Malheureusement, celles-ci ne répondaient pas aux besoins spécifiques des formations de police.

La proposition visant à aménager une nouvelle piste à un autre endroit impliquerait d'importants investissements, ce qui semble difficile compte tenu de la situation budgétaire actuelle.

22.03 Ben Weyts (N-VA): Sur le plan de l'aménagement du territoire, la piste actuelle n'est officiellement pas une zone naturelle mais elle l'est de facto. Néanmoins, la Flandre ne comptant que peu de zones naturelles, je déplore un peu cette situation. Pour ce qui est des aménagements et de la nouvelle adjudication, de nouveaux contacts pourront peut-être être établis avec les pouvoirs locaux.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 39.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3098 van de heer Vercamer wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de uitrusting van de federale agenten van de FOD Binnenlandse Zaken" (nr. 3220)

01.01 Katrin Jadin (MR): In 2010 beloofde de regering de financiële middelen voor de uitrusting van de federale agenten van de FOD Binnenlandse Zaken op te trekken en om nieuwe personeelsleden in dienst te nemen. Er werden wel bijkomende kogelvrije vesten bezorgd aan de nieuwe personeelsleden, maar niet aan het overige politiepersoneel. De financiële steun verschilt van zone tot zone.

Wapendracht werkt preventief en heeft ook een afschrikkingseffect. Hoe kan een politieagent zich met een spray of een wapenstok verdedigen tegen een kalasjnikov?

Waarin bestaat de financiële hulp precies? Waarom werd niet uitgevoerd wat eerder werd aangekondigd? Op grond van welke criteria wordt beslist de hulp aan één zone toe te kennen en niet aan een andere? Op grond van welke criteria werden de vesten verdeeld? Waarom kregen niet alle politieagenten zo'n vest?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): Bovenop de middelen die aan de federale politie werden toegekend om de geïntegreerde werking van de politiediensten te verbeteren, werd tijdens de begrotingscontrole van 2010 een krediet van 7,7 miljoen euro uitgetrokken ten gunste van aanwervingen bij de lokale politie.

Tijdens dezelfde begrotingscontrole werd beslist het overtollige deel van de indexering van de basisdotatie 2009 terug te vorderen en in te houden op de dotatie 2010. Om te voorkomen dat die terugvordering gevolgen zou hebben voor het personeelsbestand, werd beslist 5 van de 7,7 miljoen euro aan de 196 politiezones toe te kennen naar rata van het aandeel van elke zone in de federale basisdotatie. Het saldo werd vervolgens toegekend aan de politiezones die moeilijkheden hebben.

Het akkoord dat voor 2009 en 2010 met de vakorganisaties werd gesloten, bepaalt onder meer dat elke aspirant-politie-inspecteur een kogelvrij vest moet krijgen. De aspirant-inspecteurs behoren tot de federale politie, die hun dus hun eerste uitrusting bezorgt. Als ze een baan krijgen bij een lokaal politiekorps – wat voor de meesten zo is – dan zullen ze hun kogelvrije vest meekrijgen. De overheidsopdrachten zijn lopende.

Overleg met de lokale en federale politie heeft uitgewezen dat de betrokken diensthoofden de modaliteiten inzake het dragen van een kogelvrij vest bepalen. Het is niet haalbaar om gecentraliseerde regels uit te vaardigen voor het gebruik van het kogelvrije vest.

De federale politie telt 6.000 personeelsleden, inclusief aspirant-politieagenten, die een functie uitoefenen in het kader waarvan er een kogelvrij vest moet worden gedragen. Ze beschikt vandaag over 5.466 kogelvrije vesten, waarvan een groot deel momenteel wordt vervangen.

01.03 Kattrin Jadin (MR): Ik dank u voor uw omstandig antwoord. Ik heb enkel de vragen gesteld die de betrokken politiemensen me bezorgd hebben.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de brandweerwagens van de gemeente Büllingen" (nr. 3441)

02.01 Kattrin Jadin (MR): De brandweerwagen van Büllingen zou niet langer betrouwbaar zijn. Hij raakte dit jaar niet door de technische keuring en zou niet geschikt zijn om grote branden te bedwingen.

Wat zal er gebeuren als er brand uitbreekt in die gemeente en de brandweerlui niet over geschikt brandweermaterieel beschikken, ondanks de met de Duitse zones gesloten akkoorden? Werden er al nieuwe brandweerwagens besteld? Zijn er daarvan ook bestemd voor Büllingen?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De gouverneur van de provincie Luik heeft geen aanvraag tot aankoop van een brandweerwagen voor Büllingen ingediend. De brandweer van die gemeente heeft de voorbije jaren evenwel subsidies ontvangen voor de aankoop van allerlei interventiematerieel. Voor 2011 is er voorzien in een subsidie voor 50 brandweerhelmen.

02.03 Kattrin Jadin (MR): Ik wil u bedanken voor de inspanningen die reeds werden geleverd voor die zone.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "nucleair aangedreven schepen in Belgische havens" (nr. 3274)

03.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Wereldwijd zouden er circa 150 schepen zijn die worden aangedreven door een kernreactor. Het overgrote deel is van militaire aard.

Moeten deze schepen hiervan vooraf melding maken en/of een bijzondere vergunning aanvragen als ze een Belgische haven aandoen? Hoeveel van dergelijke schepen meerden de voorbije jaren aan in België? Wat zijn de geldende veiligheidsmaatregelen? Welke rol speelt het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC)? Welke noodplanvoorzieningen bestaan er?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Voor de militaire vaartuigen moet ik de heer Calvo doorverwijzen naar minister De Crem. De overgrote meerderheid van de nucleair aangedreven vaartuigen

zijn militaire schepen, zoals vliegdekschepen, kruisers en duikboten.

Onder de schaarse civiele vaartuigen met nucleaire voortstuwing bevinden zich vier vrachtschepen, waarvan er minstens drie uit de vaart zijn genomen, een tiental Russische ijsbrekers en geen enkel passagiersschip. De kans dat een Belgische haven straks het bezoek krijgt van een van deze nucleair aangedreven schepen is praktisch onbestaande.

Het Amerikaanse vrachtschip Savannah lag tussen 6 en 12 oktober 1964 aangemeerd in de Antwerpse haven in het kader van een promotiereis. Om dit bezoek mogelijk te maken is er in april 1963 een intergouvernementeel akkoord gesloten met de VS. Het Parlement heeft dit goedgekeurd in september 1963. Om de aansprakelijkheid bij een kernongeval te regelen, was eerder reeds de wet van 9 augustus 1963 aangenomen. Het bezoek van een dergelijk schip vergt voorafgaand overleg tussen de autoriteiten van de betrokken landen.

Het binnenvaren van onze territoriale wateren en havens door een nucleair aangedreven schip is onderworpen aan specifieke regelgeving uit de jaren 60, die sindsdien ongewijzigd is gebleven. Artikel 62 van het algemeen reglement op de bescherming tegen ioniserende straling bepaalt dat een voorafgaande vergunning nodig is van het FANC.

Het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee, het SOLAS-verdrag, bevat voorschriften die specifiek gewijd zijn aan reactorschepen. Er moet op voorhand een veiligheidsdossier worden bezorgd aan de veiligheidsautoriteiten van het te bezoeken land. Deze hebben het recht om controles uit te voeren aan boord van het schip alvorens het een nationale haven mag binnenvaren.

Het Verdrag van Brussel van 25 mei 1962 wilde de aansprakelijkheid van de exploitant van een atoomschip op algemene wijze regelen, maar het is nooit in werking getreden, zodat deze kwestie bilateraal moet worden geregeld.

Het algemeen noodplan voor nucleaire risico's is van toepassing op alle radiologische gevarensituaties. Er is echter niet expliciet voorzien in het specifieke geval van een kernongeval aan boord van een nucleair schip in een Belgische haven. Dit noodplan bevat de nodige mechanismen voor de evaluatie van het risico voor het nemen van eventuele tegenmaatregelen, de informatieverstrekking aan de bevolking, evenals het initiëren van de operationele respons. De laatste editie werd vastgelegd door een KB in 2003.

Als het bezoek van een nucleair schip zich zou voordoen – wat vandaag louter hypothetisch is – zullen alle bevoegde diensten rond de tafel zitten om de procedures die al vijftig jaar niet meer zijn toegepast, te actualiseren.

Rusland bouwt momenteel vlottende kerncentrales die bepaalde aspecten gemeen hebben met nucleaire schepen. Ik verwijs hierbij naar mijn antwoord op 21 oktober 2010 op een vraag van senator Miller.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Jan Van Esbroeck.

04 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verwijderingsvergoeding voor personeelsleden van de politiediensten op internationale missie" (nr. 3293)

04.01 Ben Weyts (N-VA): Welke vergoedingen en toelagen kunnen personeelsleden van de politiediensten op internationale missie krijgen? Wordt die vergoeding altijd uitbetaald samen met de wedde of gebeurt dat soms later en waarom dan? Wanneer zullen de huidige achterstallige vergoedingen worden uitbetaald? Gelden de vergoedingen ook voor de periodes van familiebezoek in België?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De betrokken personeelsleden krijgen zowel een verwijderingsvergoeding als een maaltijdvergoeding, tenzij hun maaltijden worden aangeboden of een maaltijdvergoeding wordt toegekend door bijvoorbeeld de gezagvoerende internationale organisatie ter plaatse. Dergelijke vergoedingen worden immers nooit dubbel uitbetaald.

De betaling van de verwijderingsvergoeding kan soms vertraging oplopen als de financiële diensten moeten wachten op een ministerieel besluit. Eens dit gepubliceerd is, worden de betalingen echter zo snel mogelijk uitgevoerd.

Er wordt geen verwijderingsvergoeding uitbetaald voor de periode waarin die politieagenten tijdelijk terug in België zijn; dat zou voorbijgaan aan de bedoeling hiervan.

04.03 Ben Weyts (N-VA): Ik heb die informatie verkregen in het licht van de berichtgeving over de dure reis van de commissaris-generaal en zijn gevolg. Men kan de verontwaardiging begrijpen van de mensen die op het terrein worden blootgesteld aan gevaar en toch al vier maanden moeten wachten op een uitbetaling. In sommige gevallen gaat het om 200 euro per dag. Zal het ministerieel besluit er weldra zijn?

04.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Er kunnen een paar weken verstrijken voor het ministerieel besluit wordt bekendgemaakt. Aangezien het hier gaat om vier maanden, zal ik Begroting contacteren om te kijken of er daar iets geblokkeerd zit.

04.05 Ben Weyts (N-VA): Graag. Het KB dat deze vergoedingen regelt, spreekt niet van periodes van opschortingen. Dat is dus niet duidelijk voor de begunstigten, hopelijk wil de minister dat ook eens nader bekijken.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

05 Vraag van de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de stijging van het aantal actoren van de veiligheidsproblematiek" (nr. 3298)

05.01 Éric Thiébaud (PS): Veel actoren – uit de overheids- en de privésector – zijn betrokken bij de veiligheidsvraagstukken. Het aandeel van de privésector in deze lijkt almaar te groeien.

Kunt u meedelen hoeveel gemeenschapswachten de steden in dienst hebben en hoeveel werknemers van bewakingsondernemingen veiligheidsopdrachten uitvoeren?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): In 2010 waren er 1.814 gemeenschapswachten actief in het domein van criminaliteitspreventie (769 in Vlaanderen, 522 in Wallonië, 523 in Brussel). 1.183 van hen werden gefinancierd door de FOD Binnenlandse Zaken, de overigen door de gemeenten of de Gewesten. Niet alle steden en gemeenten hebben ons reeds alle gegevens betreffende hun gemeenschapswachten overgezonden.

In België werken er 13.620 bewakingsagenten voor bewakingsondernemingen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de raadpleging door de politiediensten van door de FOD Binnenlandse Zaken bestelde studies" (nr. 3299)

06.01 Éric Thiébaud (PS): De FOD Binnenlandse Zaken bestelt geregeld studies die de politiediensten rechtstreeks aanbelangen. De desbetreffende rapporten bevatten ongetwijfeld informatie die nuttig kan zijn voor de plaatselijke overheden en de politiezones. Zij hebben echter geen toegang tot die rapporten.

Zou het niet aangewezen zijn dat de resultaten van dat onderzoekswerk toegankelijk worden gemaakt voor de politiediensten? Zal u ervoor zorgen dat die diensten daar kennis kunnen van nemen?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De FOD Binnenlandse Zaken beschikt over een jaarprogramma voor de wetenschappelijke studies die de politiediensten rechtstreeks aanbelangen. De betrokken politiediensten worden door hun afgevaardigden in het begeleidingscomité op de hoogte gehouden van de voortgang van de werkzaamheden.

Wanneer ik mijn fiat geef voor de verspreiding van wetenschappelijke studies, zijn die voor iedereen toegankelijk. De meest recente studies zijn trouwens beschikbaar op de website *besafe.be*.

Voor sommige onderzoeken wordt een samenvattende brochure naar alle burgemeesters en korpschefs in ons land gestuurd.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Tanguy Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een door The Platform of Students against Israeli Apartheid georganiseerde omstreden lezing aan de VUB" (nr. 3346)
- de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de anti-Israëlische lezing aan de VUB" (nr. 3364)

07.01 **Tanguy Veys** (VB): Op 16 maart 2011 vond aan de VUB een lezing plaats van de Brits-Palestijnse activist Azzam Tamimi en de Ierse journalist David Cronin. De lezing kaderde in een wereldwijde actie die oproept tot een boycot van Israël. Zowel door de sprekers als door het publiek werd er opgeroepen tot de vernietiging van Israël. De rector van de VUB was op de hoogte van de lezing en kende het palmares van de sprekers, die gelieerd zijn aan Hamas. De studenten werden via het internet massaal opgeroepen om naar de lezing te komen.

Er moet vrijheid van meningsuiting zijn, maar er bestaat ook zoiets als de antiracisme- en antirevisionismewet.

De minister was op voorhand op de hoogte van de lezing. Mijn vraag was op 14 maart ingediend en ik heb de minister duidelijk gemotiveerd tot het plaatsen van enkele vraagtekens. Waarom heeft zij de lezing toch toegestaan? Hebben de diensten van de minister toegezien op wat daar zoal is gezegd? Zal de minister alsnog ingrijpen?

07.02 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Enkele weken geleden heb ik de minister een vraag gesteld over de lezing van de omstreden Saoud Khadjé in Berchem. Ondertussen heeft zich een soortgelijk voorval voorgedaan met een lezing van de heer Tamimi aan de VUB. De VUB heeft al aangekondigd voortaan beter te screenen vooraleer ze haar accommodatie en materiaal ter beschikking stelt. Ik ben voor de vrijheid van meningsuiting, maar bij oproepen tot haat en geweld heb ik mijn bedenkingen.

De minister had gezegd dat er iemand van haar diensten of van de staatsveiligheid bij dit soort lezingen aanwezig is. Wat zijn daarvan de resultaten?

07.03 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Ik was op de hoogte van de lezing, maar een minister van Binnenlandse Zaken is niet gemachtigd om een lezing aan een universiteit te verbieden. Dat komt de rector toe.

Het OCAD kent de heer Tamimi als een figuur die positief staat tegenover Hamas en wegens zijn verklaringen over de staat Israël. In Duitsland en het Verenigd Koninkrijk lopen er gerechtelijke onderzoeken tegen de man. Omdat de lezing op verschillende websites werd aangekondigd, vreesde het OCAD voor een verstoring. Daarom is gevraagd aan de lokale politie van de zone Brussel Hoofdstad-Elsene om discreet toezicht te houden bij de gebouwen van de universiteit, niet binnen in de zaal. Het evenement verliep echter zonder incidenten.

Ook bij de lezing van de heer Khadjé op 6 maart waren de politiediensten aanwezig. De lokale politie van Antwerpen zorgde voor de ordehandhaving buiten de zaal, de federale gerechtelijke politie volgde de lezing. Er waren geen incidenten en er werden geen uitspraken gedaan die in strijd zijn met onze wetgeving.

07.04 **Tanguy Veys** (VB): De heer Tamimi heeft aantoonbare banden met Hamas. Deze lezing kan niet worden verboden, maar feestjes van idioten van Blood & Honour kunnen wel worden aangepakt.

07.05 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Ik vind het nogal normaal dat we daartegen optreden.

07.06 **Tanguy Veys** (VB): De minister meet met twee maten en gewichten. Onlangs werd een Israëlische

familie afgeslacht. Een baby werd de keel overgesneden. De heer Tamimi zegt dat de dader misschien wel de onderbetaalde Aziatische poetsvrouw was. Is dat dan niet aanstootgevend?

07.07 Jan Van Esbroeck (N-VA): De lezing in Berchem werd dus opgevolgd. Uiteraard zijn er geen incidenten geweest, ook niet inhoudelijk. Ik ben er zeker van dat dit mede te danken is aan het feit dat wij deze kwestie op voorhand hebben aangekaart. De media hebben dit opgepikt, hierover heerst veel bezorgdheid. Ik blijf hiermee doorgaan.

De **voorzitter**: We gaan over tot de vragen betreffende de nucleaire problematiek. Vraag nr. 3341 van de heer Éric Thiébaud is ingetrokken. Vraag nr. 3473 van mevrouw Ann Vanheste wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 3533 van de heer Thiébaud wordt verschoven naar de plenaire vergadering.

De radioactieve wolk mag wachten tot morgen, zo dringend is ze niet.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het evacuatieplan aan de Belgische kust in geval van een nucleair incident in Noord-Frankrijk" (nr. 3314)
- de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de crisissituatie in de Japanse kerncentrales" (nr. 3341)
- de heer Peter Vanvelthoven aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de noodplanzone voor nucleaire evacuatie" (nr. 3349)
- de heer Peter Vanvelthoven aan de minister van Klimaat en Energie over "de noodplanzone voor nucleaire evacuatie" (nr. 3350)
- de heer Hans Bonte aan de minister van Klimaat en Energie over "de stresstests voor kerncentrales in België" (nr. 3429)
- mevrouw Ann Vanheste aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verdeling van gratis jodiumtabletten" (nr. 3473)
- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de contacten met de Franse overheid met betrekking tot de veiligheid rond de centrale van Chooz en het uitvoeren van een stresstest in die centrale" (nr. 3514)
- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een stresstest voor het Instituut voor Radio-elementen te Fleurus" (nr. 3515)
- de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verspreiding in de atmosfeer van de radioactieve wolk afkomstig van de kerncentrale van Fukushima" (nr. 3533)
- de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de criteria voor de Europese stresstest" (nr. 3548)

08.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Misschien is het een goed idee om het FANC een studie naar de impact van een nucleair incident voor ons kustgebied te laten uitvoeren naar het voorbeeld van een studie door het Noorse nucleaire veiligheidsagentschap NRPA. De Franse opwerkingsfabriek in La Hague en de kerncentrale van Gravelines zijn immers niet ver weg.

Maakt het FANC gebruik van luchttransportmodellering voor het in kaart brengen van de gevolgen van nucleaire incidenten? Is het op de hoogte van de methodologie, gebruikt in het Noorse NRPA-rapport? Heeft het plannen om een gelijkaardige impactstudie uit te voeren voor een eventueel nucleair incident in La Hague of Gravelines? Waarom is dat nog niet gebeurd? Bestaat er een specifiek evacuatieplan voor de Belgische kuststreek? Tegen wanneer mogen we dit anders verwachten?

De Europese ministers van Energie hebben zich deze week beraden over de bijkomende veiligheidstests voor de nucleaire centrales in de Europese Unie.

Wat waren de belangrijkste beslissingen? Volgens welke modaliteiten worden die stresstests uitgevoerd? Leidt een negatieve stresstest per definitie tot een sluiting? Binnen welke termijn verwacht de minister duidelijkheid? Binnen welke termijn kunnen de tests worden uitgevoerd?

08.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De Franse kerncentrale van Chooz ligt als het ware in een enclave

in België, vlakbij de Maas, die naar België stroomt. Bovendien waaien de heersende winden in de richting van België. Vond er recentelijk nog overleg plaats tussen de Belgische en Franse nucleaire veiligheidsinstanties met betrekking tot de veiligheid van deze centrale? Wanneer zal de Franse overheid deze centrale aan een stresstest onderwerpen? Zullen de Belgische autoriteiten daarbij betrokken worden?

Is die centrale bestand tegen aardbevingen met een kracht van 6 op de schaal van Richter en tegen een vliegtuigcrash? Beschikt ze over autonome koelinstallaties die ook kunnen werken in geval van een stroompanne? Hoe worden de Belgische omwonenden geïnformeerd?

Bestaat er een systematische informatiecampagne over de jodiumtabletten? In Japan hebben de Verenigde Staten de perimeter voor hun onderdanen uitgebreid tot 80 km. Zijn er plannen om de huidige perimeter uit te breiden?

Zal het Nationaal Instituut voor Radio-elementen in Fleurus aan een stresstest worden onderworpen? Zijn de gebouwen van het instituut bestand tegen een mogelijke aardbeving of vliegtuigcrash? Kan het terugvallen op een autonome voeding in geval van een stroomstoring? Welke maatregelen werden er genomen om de omwonenden te informeren?

08.03 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De noodplanningszone voor evacuatie rond kerncentrales in het federaal nucleair en radiologisch noodplan bedraagt 10 kilometer. In een straal van 20 kilometer worden preventief jodiumtabletten gedistribueerd.

De aanbeveling van de onderzoekscommissie voor een noodplanningszone voor evacuatie van 30 kilometer werd in 1991 in overweging genomen bij de uitwerking van het federaal nucleair noodplan. Dit was gebaseerd op een analyse van de gevolgen van het kernongeval in Tsjernobyl in 1986. Daar werd een evacuatie in een zone van 30 kilometer uitgevoerd. De kerncentrale van Tsjernobyl was evenwel van een heel ander type dan de centrales in West-Europa. Ongevalsscenario's zoals in Tsjernobyl zijn in de Belgische nucleaire centrales bijgevolg niet mogelijk.

Bij reële noodsituaties zullen de specifieke omstandigheden van het ongeval bepalen wat het aangewezen reactiepatroon is. Bij de opstelling van het noodplan is men ervan uitgegaan dat het kernongeval een evolutief karakter kent. In Japan werd dit scenario gevolgd. De evacuatiezone werd geleidelijk aan uitgebreid van 3 naar 10 en 20 kilometer en misschien nog wel meer.

Het is echter belangrijk dat men vertrekt vanuit een vooraf opgesteld plan voor een centrale zone rond de kerncentrale, omdat daar het risico het grootst is, de interventietijd het kleinst en omdat de geëvacueerde bevolking uit dit gebied zich vlot moet kunnen verplaatsen doorheen de andere gebieden. In het noodplan is dit een zone met een straal van 10 kilometer.

De distributie van jodium is volgens hetzelfde principe georganiseerd. Er is een centrale zone van 20 kilometer met predistributie, om tijd te winnen. Via de aanleg van stocks kan er snel een aanvullende bedeling gebeuren.

(*Frans*) Wat de preventie betreft, wordt er jodium verdeeld in een straal van 10 kilometer rond het IRE en van 20 kilometer rond de kerncentrales. De omwonenden krijgen een informatiebrochure en kunnen met hun SIS-kaart jodiumtabletten afhalen bij de apotheek. Collectiviteiten kunnen daartoe een document aanvragen via de website www.nucleairrisico.be die altijd beschikbaar is en de nodige informatie bevat. Tot eind april kan men op een speciaal telefoonnummer terecht voor verdere inlichtingen.

Indien er zich een noodsituatie aandient, wordt de bevolking verwittigd middels sirenes, via het *Crisis Alert*-systeem (waaraan ook de media meewerken) of via het *Public Address*-systeem (luidsprekers op politiewagens). Er wordt meegedeeld welke maatregelen er vereist zijn en op welke domeinen deze van toepassing zijn.

Buiten de risicozones beschikt de civiele bescherming over voorraden jodiumtabletten. Bovendien hebben alle apotheken in het land de nodige bestanddelen in huis om stabiel jodium aan te maken.

(*Nederlands*) Binnen de nucleaire noodplanning wordt de evacuatie als een zeer extreme, ontwrichtende

maatregel beschouwd, die enkel bij kans op heel hoge stralingsdosissen wordt vooropgesteld en die men preventief kan toepassen indien er voldoende tijd beschikbaar is voor een evacuatie in veilige omstandigheden. Schuilen wordt beschouwd als een efficiëntere maatregel, die eenvoudig in praktijk te brengen is. Na iedere oefening of ieder incident kunnen er lessen worden getrokken.

Het nucleair en radiologisch noodplan uit 2003 komt niet alleen tegemoet aan noodsituaties inzake de Belgische nucleaire centrales, maar kan desgevallend eveneens geactiveerd worden bij noodsituaties met mogelijke gevolgen voor Belgen in aangrenzende nucleaire installaties, zoals de kerncentrale Gravelines in Frankrijk. Aangezien die kerncentrale op meer dan twintig kilometer van de grens gelegen is, heeft België voor die centrale geen noodplanningszone voor beschermingsmaatregelen bepaald.

Dat sluit natuurlijk niet uit dat indien de situatie het vereist, de federale overheid in samenwerking met provincie en lokale autoriteiten beschermingsmaatregelen kan nemen voor de Belgische bevolking binnen een zogenaamde interventiezone op Belgisch grondgebied. De gouverneurs beschikken over een algemeen nood- en interventieplan voor alle types van noodsituaties, dat wordt aangevuld door de specifieke nood- en interventieplannen voor de gevallen die van toepassing zijn.

(Frans) Wat de kerncentrale van Chooz betreft, is er sinds 1998 een Frans-Belgisch nucleair akkoord van kracht met betrekking tot de samenwerking en de gegevensuitwisseling in noodsituaties. Die tekst werd aangevuld met akkoorden tussen de gouverneur van de provincie Namen en de prefect van het Franse departement Ardennes.

De procedures betreffende de informatieverstrekking aan de bevolking worden regelmatig getest tijdens oefeningen in het kader van het noodplan. Zo werd er in 2010 een nationale oefening gehouden op de site van het IRE te Fleurus. Een andere, Frans-Belgische bilaterale oefening, vond plaats in de kerncentrale van Chooz.

(Nederlands) Ik heb vorige week samen met minister Magnette op de vergadering van experts gepleit voor het invoeren van die stresstests. Men kijkt daarbij welke lessen men kan trekken uit de gebeurtenissen in Japan. De regering heeft sowieso beslist om deze stresstests uit te voeren voor onze kerncentrales.

Men zal aan de European Nuclear Safety Regulators Group (ENSREG) vragen om op heel korte termijn een methodologie te ontwikkelen voor het uitvoeren van geharmoniseerde tests, die rekening houden met de vestigingsplaats, het type en het bouwjaar van de centrales.

Ook de vereniging van West-Europese regulatoren, WENRA, speelt hierbij een ondersteunende rol. Gisteren en vandaag was er een vergadering in Helsinki. De technische scope zal rekening houden met datgene wat we tot nu toe hebben geleerd uit de situatie in Japan. Men spitst zich toe op *initiating events*, *consequential loss of safety functions* en *accident management issues*.

Een WENRA-taskforce, waaraan ook het FANC en BelV zullen deelnemen, zal ook andere zaken bekijken. WENRA wil op 12 mei een voorstel bezorgen aan de ENSREG.

De verdere timing hangt af van een aantal parameters. Op dit moment schat men in dat de operatoren zes maanden dienen te krijgen om de *reassessments* uit te voeren en te rapporteren aan de bevoegde overheden. Deze zullen hierover binnen de drie maanden een oordeel vellen en interageren met WENRA en ENSREG. Men overweegt natuurlijk ook om de resultaten kenbaar te maken.

Wat men moet doen met de stresstests is duidelijk. Ofwel faalt de kerncentrale op alle vlakken, zegt men dat ze onmiddellijk moet worden gesloten en dan zal ze ook onmiddellijk worden gesloten. Ofwel gaat ze tijdelijk dicht om de nodige aanpassingen te doen. Ofwel blijft ze verder open tijdens het nemen van bepaalde maatregelen, maar dan moet ook uit de stresstest blijken dat de kerncentrale intussen open kan blijven. Ofwel voldoet ze aan alle regels en dan kan ze natuurlijk ook open blijven.

08.04 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De minister heeft vele aspecten aangehaald, maar inzake Gravelines en La Hague ging zij niet in op de vragen.

08.05 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De gevolgen van potentiële lozingen van radioactieve

stoffen van nucleaire sites die gevestigd zijn in het buitenland, worden door het FANC, het SCK en het KMI berekend met behulp van verschillende modellen in het raam van de werking van de evaluatiecel die is opgericht binnen het nucleaire noodplan. Deze modellen doen een beroep op meteorologische gegevens en prognoses, net als het model dat door de Norwegian Radiation Protection Authority (NRPA) werd gebruikt in de aangehaalde studie.

De evaluaties vinden plaats naar aanleiding van de informatie die elke lidstaat aan de EU moet verstrekken volgens artikel 37 van het Euratomverdrag en die geëvalueerd wordt door een groep deskundigen. Zij worden geregeld uitgevoerd naar aanleiding van internationale of bilaterale nucleaire noodplanoefeningen. Een systematische studie van alle mogelijke ongevalsscenario's heeft evenwel nog niet plaatsgevonden. Het komt de nationale autoriteiten toe zulke impactstudies uit te voeren voor de installaties op hun eigen grondgebied, omdat zij beschikken over de meest adequate informatie over de installaties. Er moet wel worden opgemerkt dat Noorwegen geen lid van de EU is en dus ook niet deelneemt aan de informatie-uitwisseling volgens het Euratomverdrag.

08.06 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Vorige week verklaarde de minister dat de 30-kilometerzone destijds niet werd opgenomen omdat men ervan uitging dat hier andere reactoren staan dan in Tsjernobyl en dat een evacuatiezone van 30 km weinig waarschijnlijk is. De minister weet echter ook dat niet per se een Tsjernobylreactor nodig is om een evacuatiezone van 30 km noodzakelijk te maken.

Bovendien stel ik vast dat de huidige informatiecampagne voor heel wat verwarring zorgt, zodat het aangewezen lijkt deze stop te zetten.

Wij zullen op korte termijn een aantal aandachtspunten naar voren schuiven. Het Parlement moet immers kunnen wegen op de inhoud van de stresstests, zeker in een periode van lopende zaken. De stresstests moeten specifiek zijn voor elke site, moeten de sociaaleconomische impact van eventuele incidenten becijferen en rekening houden met combinaties van onwaarschijnlijke factoren.

08.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vragen betreffende de seismische risico's en de risico's veroorzaakt door de luchtvaart voor het IRE en voor de centrale van Chooz. Nucleaire risico's worden steeds veroorzaakt door een incident dat zich nooit eerder voordeed en het is belangrijk dat de veiligheid wordt verhoogd, ook van het materiaal dat al geruime tijd in gebruik is.

Een ander probleem betreft de zones van 10 en 20 km. De risico's strekken zich immers vaak uit buiten die zones. Ook worden de jodiumtabletten nu soms slechts in de helft van een gemeente verdeeld. Dit leidt tot enige ongerustheid bij de bewoners. Zouden deze zones niet moeten worden uitgebreid?

Wij zullen eveneens de stresstests van nabij volgen, zowel voor de kleinere installaties, zoals het IRE, als voor de centrales van Chooz en Gravelines. Het is belangrijk dat wij daarbij worden betrokken.

Ik vraag met aandring dat alle betrokken burgers, die zich een hoop vragen stellen, volledige en duidelijke informatie zouden krijgen.

08.08 Minister Annemie Turtelboom (Frans): In Frankrijk en Nederland zullen er ook stresstests worden uitgevoerd.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problemen met het bereik van het ASTRID-netwerk in Viroinval" (nr. 3308)

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het ASTRID-netwerk van de gemeente Viroinval, vlakbij de kerncentrale van Chooz, werkt niet optimaal. Op 24 februari moest de brandweer uitrukken wegens een CO-vergiftiging in de school van Vierves-sur-Viroin. Die operatie werd echter gehinderd door een slechte ontvangst via het ASTRID-netwerk.

Welk gevolg werd er aan dit incident gegeven? Waardoor werd het veroorzaakt en hoe kan het worden opgelost? Hoe staat het met de onderhandelingen met de gsm-operatoren en de gemeentebesturen?

Doen er zich elders in België vergelijkbare problemen voor?

09.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De brandweerdienst van Couvin deelt me mee dat de betrokkenen zich ongeveer 100 meter moesten verplaatsen – en in de hoogte – om de communicatie tot stand te brengen.

De actieradius van ASTRID in de gemeente Viroinval is conform het beheerscontract van 8 april 2003, maar op sommige plaatsen is er wel een probleem voor de gsm's. Om daaraan een mouw te passen plande ASTRID al in 2006 de plaatsing van een antenne, waarvoor de nodige middelen werden uitgetrokken, maar die nog niet werd geplaatst omdat er onenigheid bestaat over de nadere uitvoering ervan.

De gemeente vraagt dat de antenne wordt geplaatst op dezelfde mast als die van de drie mobilofonieoperatoren en dat die mast verplaatst wordt, in het licht van de visuele vervuiling van het landschap. De ASTRID-antenne kan echter niet op de bestaande zendmast worden aangebracht en de gsm-operatoren zijn niet bereid om te betalen voor de verplaatsing van de bestaande mast of de bouw van een nieuwe. ASTRID kan de mast niet op eigen kosten verplaatsen en kan de gemeente ook niet verplichten een specifieke zendmast te plaatsen.

Het ASTRID-netwerk is vandaag operationeel over het hele grondgebied – met uitzondering van de streek van Doornik – met een grotere actieradius dan volgens het beheerscontract verplicht is.

De gebruikers kunnen ASTRID laten weten waar de actieradius voor de gsm's onvoldoende is om te voldoen aan de operationele noden van de hulpdiensten. Zo nodig wordt een technisch team ter plaatste gestuurd.

In overleg met het Raadgevend Comité van Gebruikers ASTRID werd er afgesproken die vragen te inventariseren en prioriteiten te bepalen. Uitgaande van die prioritaire vragen, en naarmate er budgettaire ruimte is, zal er extra apparatuur worden geïnstalleerd.

09.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Dit probleem bestaat al sinds 2006 en betreft een gebied op minder dan 20 km van de centrale van Chooz! Ik begrijp niet dat er geen – tijdelijke of definitieve – oplossing kan worden gevonden.

Als deze situatie conform het beheerscontract is, zoals u zegt, moet dat beheerscontract misschien worden bijgestuurd. Elke burger heeft recht op een correcte behandeling.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de follow-up van het verslag van het Comité P betreffende de situatie in de politiezone Entre-Sambre-et-Meuse" (nr. 3309)**

10.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Alles wijst erop dat de verstandhouding in de politiezone Entre-Sambre-et-Meuse ver zoek is en dat het management van die zone veel te wensen overlaat.

In uw jongste antwoord van januari 2010 heeft u gezegd dat u het Comité P gevraagd had een rapport op te stellen. Ruim een jaar later heb ik een kopie van het verslag ontvangen, dat vrij expliciet is. Het management en de coördinatie tussen de diensten schieten ernstig tekort. In het licht van die toestand kunnen uzelf en de lokale overheden niet anders dan ingrijpen.

Hoe staat het met de klacht tegen onbekenden die werd ingediend door de zonechef tegen de ondertekenaars van de open brief van maart 2009? Welke rechterlijke beslissing werd er genomen naar aanleiding van die klacht? Hebt u kennis genomen van het verslag van het Comité P? Hoe interpreteert u dat? Bevestigt u mijn pessimistische diagnose? Vindt u het normaal dat het zo lang heeft geduurd om dit verslag af te werken en te publiceren? Wat hebt u ondernomen of wat zult u nog doen om de toestand in die zone eindelijk te verbeteren? Welke houding zal de federale overheid aannemen bij de beoordeling van de huidige korpschef en zijn kandidatuur voor de vernieuwing van zijn mandaat?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik ben op de hoogte van enkele functioneringsproblemen in de

politiezone Entre-Sambre-et-Meuse, maar dat is in de eerste plaats een lokaal probleem. Ik ben enkel bevoegd in het kader van een tuchtprocedure voor zover de hiërarchie een dossier aan mij voorlegt, wat niet gebeurd is.

De lokale autoriteit heeft vanaf oktober 2009 een plan uitgevoerd om de reorganisatie van het korps voor te bereiden teneinde de structurele en operationele problemen die hoofdzakelijk aan de budgettaire situatie te wijten waren, op te lossen. Het onthaal van de nieuwe personeelsleden werd gereorganiseerd en er werden brochures opgesteld om het personeel te informeren over de middelen die tot zijn beschikking staan. Verscheidene gerechtelijke procedures werden in de vorm van een vademecum beschreven en de werkmethoden van de verschillende lokale posten werden gelijkgeschakeld. Volgens de informatie waarover ik beschik, zijn de vakbonden tevreden.

Na het ontslag van de interne preventieadviseur en de beëindiging van het contract met de externe preventiedienst, werden een nieuwe externe dienst en een interne adviseur aangesteld. Een en ander had enige vertraging tot gevolg, maar alles zou weer in orde zijn. Daarnaast werd er een opleidingsplan uitgewerkt in functie van de wensen van het personeel en de behoeften van de politiezone.

Dankzij al die initiatieven is de rust weergekeerd. De huidige korpschef werd in 2006 voor een periode van vijf jaar in zijn functie benoemd en hij kan dit jaar een aanvraag voor de vernieuwing van zijn mandaat indienen. Als hij dat doet, zal de evaluatiecommissie, die wordt voorgezeten door de burgemeester en de voorzitter van het politiecollege, een advies uitbrengen, waarna de politieraad zich over de aanvraag zal buigen en het dossier aan mijn administratie zal verzenden. Het advies van de procureur des Konings en de gouverneur zal aan dat dossier worden toegevoegd. Op dat moment zal de zittende korpschef aan een grondige evaluatie worden onderworpen.

10.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Het is ongerijmd dat u oordeelt alleen maar te moeten ingrijpen in het kader van een tuchtprocedure, terwijl u het Comité P om een rapport hebt gevraagd en dat rapport uiterst expliciet is over de toestand in de politiezone. Volgens de berichten van de lokale overheid loopt vandaag alles op rolletjes. Volgens mijn informatie is wat u zegt allesbehalve juist. Ik vraag u uw verantwoordelijkheden op te nemen. Het is niet duidelijk wat er moet gebeuren met de korpschef die hier ter discussie staat. Volgens mij moeten de lokale politiezones meer steun krijgen van u.

10.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): U bent de politiehervorming van tien jaar geleden misschien vergeten. Sindsdien is de lokale politie een bevoegdheid van de burgemeester en de voorzitter van de politieraad, niet van de minister van Binnenlandse Zaken. Ik kan enkel optreden in het kader van bepaalde tuchtprocedures.

10.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Al wat ik zeg is dat u bij dergelijke zwaarwichtige problemen, die behandeld worden in een nota bene door u gevraagd rapport van het Comité P, niet lijdzaam kan toezien!

Daarnaast moet er met betrekking tot de evaluatie van die hervorming misschien worden nagedacht over de steun die uw centraal bestuur verstrekt aan de lokale politiezones.

In het kader van de evaluatie van de vernieuwing van het mandaat van politiechef kent de wet u een rol toe die u op zich moet kunnen nemen. Het gaat dan ook niet op te beweren dat niet u, maar de burgemeester, hoofd van het politiecollege, die verantwoordelijkheid draagt.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vervulling van de functie van inspecteur-generaal bij de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie" (nr. 3310)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Waarom werd de vacature voor de functie van inspecteur-generaal bij de Algemene Inspectie van de federale en lokale politie sinds het ontslag van de heer Luc Closset in februari 2009 en zijn oppensioenstelling in november 2009 niet vervuld? Denkt u eraan om op korte termijn een wervingsprocedure op te starten? Wanneer? Wie zal er daarvoor in aanmerking komen?

Wat zijn de gevolgen van het niet-ervullen van die vacature voor de werking van de Algemene Inspectie? Kan zij haar taken ten aanzien van de lokale politie uitvoeren en die de nodige steun bieden?

11.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het mandaat staat open voor de leden van het operationeel kader, het CALog-personeel en de externe kandidaten die aan de vereiste voorwaarden voldoen. Deze voorwaarden zullen samen met hun statuut nader moeten worden omschreven in een koninklijk besluit, maar daarvoor is er een regering met volle bevoegdheid nodig.

De Algemene Inspectie functioneert goed. De heer Adam, directeur Audit bij de Algemene Inspectie, werd door mijn collega van Justitie en mijzelf aangesteld als inspecteur-generaal.

11.03 **Georges Gilkinet** (*Ecolo-Groen!*): De periode van lopende zaken is een jaar na het vertrek van de heer Closset ingetreden en deze tijdspanne werd niet benut om hem te vervangen. Bovendien zijn 'lopende zaken' een rekbaar begrip: men zet in Libië militairen in en men vervangt de gouverneur van de Nationale Bank, maar iemand met een sleutelpositie bij de politie kan men niet vervangen... Het is van belang dat er niet wordt gewacht op een regering met volle bevoegdheid.

Wij zetten al onze beperkte middelen in om deze zaak in orde te brengen, want deze functie is belangrijk wanneer er zich op het lokale niveau moeilijkheden voordoen.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de incidenten tijdens de voetbalwedstrijd Charleroi-Standard Luik" (nr. 3405)

12.01 **Jacqueline Galant** (*MR*): De wedstrijd Charleroi-Standard Luik van 12 maart werd ontluisterd door betreurenswaardige incidenten: er werd gegooid met voorwerpen, supporters liepen het veld op en het kwam zelfs tot vechtpartijen. De inzet van 250 politieagenten kon die incidenten niet verhinderen.

Het verbaast me hoe gemakkelijk die onruststokers, die in het bezit waren van rookbommen, tennisballen en andere projectielen, in het stadion werden toegelaten.

Welke veiligheidsmaatregelen zullen er in de toekomst worden genomen voor de voetbalwedstrijden?

Waren er in het vooruitzicht van die wedstrijd maatregelen genomen? Was de veiligheidsdienst toereikend? Werden de supporters gefouilleerd? Zo ja, gebeurde dit individueel of steekproefsgewijs?

Zullen er bijzondere maatregelen worden genomen om dergelijke incidenten te voorkomen? Welke straffen hangen er de onruststokers boven het hoofd?

12.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik betreur die gebeurtenissen ten zeerste.

Die Waalse derby was een risicomatch, gelet op de historische animositeit tussen de supporters van beide clubs, op wat er voor beide ploegen op het spel stond en op vooraf bekende informatie over de aanwezigheid van Nederlandse hooligans.

Ondanks de verscherpte aandacht voor het fouilleren van de supporters en ondanks de aanwezigheid van een indrukwekkende politiemacht – 240 agenten en 150 stewards – hebben we niet kunnen voorkomen dat er bepaalde projectielen het stadion werden binnengesmokkeld.

Het is onmogelijk om overal in het stadion alles in het oog te houden en om alle toeschouwers systematisch te controleren – de meerderheid zakt trouwens pas een kwartier voor het begin van de match in groten getale naar het stadion af. Bovendien worden sommige soorten vuurwerk in losse delen het stadion binnengebracht en worden ze daar pas gemonteerd.

Sommige supporters van de harde kern van beide clubs, die reeds door mijn diensten werden bestraft, blijven zich onverantwoord gedragen: ze dragen dezelfde kleren om niet te worden geïdentificeerd, ze verstoppem Bengaals vuur in animatiemateriaal, ze maken misbruik van de naïviteit van andere supporters,

enz.

De minimumstraf voor het aansteken van Bengaals vuur, bij wet van 2007 vastgesteld op 500 euro en twaalf maanden stadionverbod, werkt op lange termijn ontradend. Ik stel evenwel vast dat men opnieuw zijn toevlucht neemt tot Bengaals vuur, vooral onder de aanhangers van Standard Luik.

Ik verwacht van het Sportcomité van de Koninklijke Belgische Voetbalbond dat het streng zal optreden tegen beide clubs. De voetbalcel van mijn administratie zal in ieder geval elke persoon die de voetbalwet overtrad, bestraffen. De nultolerantie moet gehandhaafd worden.

Degenen die zaterdag het terrein oprenden, riskeren een boete van minstens 1.000 euro en een stadionverbod van twee jaar. Vandaag houdt de politie van Charleroi een debriefing om een krachtig en gecoördineerd antwoord op die incidenten te bieden. Gisteren werden de verantwoordelijken van de politie en van de clubs er tijdens de grote veiligheidsvergadering voor de play-offs nogmaals op gewezen dat de voetbalwet streng moet worden toegepast.

12.03 Jacqueline Galant (MR): Er moet niettemin een systeem komen om zoveel mogelijk bezoekers te kunnen fouilleren. De meeste stewards – vrijwilligers – zijn vrienden van de supporters! Uw voetbalcel zal zich daarover moeten buigen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het elektronisch stemmen bij de volgende gemeenteraadsverkiezingen" (nr. 3493)

13.01 Jacqueline Galant (MR): U weet ongetwijfeld dat uw Waalse ambtgenoot beslist heeft om af te stappen van de geautomatiseerde stemming. In Wallonië maakten slechts twintig gemeenten daar gebruik van.

Hoe staat het met het overleg op dat vlak tussen de deelgebieden en de federale overheid? Het zou immers onzinnig zijn dat men in de gemeenten waar er al gebruik wordt gemaakt van de geautomatiseerde stemming opnieuw de stemming op papier zou invoeren.

13.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): In 2008 deed de federale overheid de Gewesten een voorstel van samenwerkingsovereenkomst met betrekking tot de ontwikkeling van een nieuw elektronisch stelsysteem. In die overeenkomst werd onder meer afgesproken dat er in juni een overheidsopdracht zou worden uitgeschreven met het oog op het ontwikkelen van en experimenteren met een prototype. Die opdracht werd in februari 2011 toegewezen. Aanvankelijk nam enkel het Vlaams Gewest deel aan dat akkoord. Sinds kort is ook het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegetreten. Enkel het Waals Gewest heeft de overeenkomst niet ondertekend.

Momenteel ontwikkelt de opdrachtnemer een prototype, dat getest zal worden. Zijn de resultaten bevredigend, dan zal er een experiment worden opgezet, dat nadien zal worden geëvalueerd. Het systeem zal vervolgens worden aangeboden aan de Vlaamse en de Brusselse gemeenten. Het Waals Gewest kan nog altijd tot de overeenkomst toetreden. Het is nooit te laat.

13.03 Jacqueline Galant (MR): Wallonië blijft weeral achter. Mijn collega's van het Waals Parlement zullen de minister die bevoegd is voor de lokale overheden hieromtrent ondervragen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de hervorming en de kosten van de hulpdiensten" (nr. 3494)

14.01 Jacqueline Galant (MR): De hervorming van de hulpdiensten krijgt maar niet haar beslag. De gemeenten nemen nog altijd 90 procent van de financiering voor hun rekening.

Wat staat er dit jaar te gebeuren? Zullen de kosten die de gemeenten moeten dragen nog stijgen, ondanks de subsidies die aan de pilotzones werden toegekend? Wat is het standpunt van uw departement met

betrekking tot deze hervorming?

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De hervorming van de brandweer blijft een van mijn prioriteiten. Ik heb alles in het werk gesteld opdat het project van de operationele prezones in 2011 kan worden voortgezet.

De kosten die de gemeenten dragen, zouden niet meer mogen stijgen. De federale overheid investeert enorm veel in de hulpdiensten. Ik heb in 2010 substantiële kredieten bekomen, die in 2011 zullen worden verlengd. Het betreft 7 miljoen extra voor opleiding, 2,5 miljoen extra voor de aankoop van persoonlijke beschermingsmiddelen en 21 miljoen voor de invoering van de operationele prezones, die zullen worden doorgestort aan de gemeenten in de vorm van subsidies. De grote meerderheid van de prezones heeft mij al voorstellen bezorgd met betrekking tot overeenkomsten operationele prezones voor 2011.

14.03 **Jacqueline Galant** (MR): Hoe verklaart u dat de gemeenten die deelnemen aan een operationele prezone hun uitgaven aanzienlijk zien stijgen?

Er zou een analyse moeten worden gemaakt; het is niet normaal dat het federale niveau aanzienlijke subsidies toekent aan een operationele prezone en dat de gemeenten terzelfder tijd alsmaar meer moeten betalen. Ik zal hierover een schriftelijke vraag indienen.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer Tanguy Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het beroep van brandweerman als eventueel risicoberoep" (nr. 3418)**

15.01 **Tanguy Veys** (VB): Het beroep van brandweerman wordt niet erkend als risicoberoep. Een brandweerman kan pas op 65 jaar op pensioen en heeft bijvoorbeeld ook geen recht op een risicopremie.

Is de minister van oordeel dat het beroep van brandweerman tot de categorie van risicoberoepen moet behoren? Is de minister bereid een aantal maatregelen te nemen?

15.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Er bestaat geen officiële juridische omschrijving van de term risicoberoep. Dat wil zeggen dat er aan deze kwalificatie ook geen rechten ontleend kunnen worden. Het heeft natuurlijk wel zin om een aantal maatregelen te nemen om bijzondere risico's, verbonden aan het beroep van brandweerman, te erkennen.

Zo beschikken de brandweerlieden over het voordelige tantième van een vijftigste bij de berekening van hun pensioen, waar voor gewone ambtenaren elk gepresteerd jaar slechts voor een zestigste in aanmerking wordt genomen. Dat geldt voor alle jaren waarin rechtstreeks werd deelgenomen aan de brandbestrijding. Bovendien zijn brandweerlieden onderworpen aan een verplicht bijzonder gezondheidstoezicht.

Bij de opmaak van het nieuwe statuut voor de leden van de hulpverleningszones zal er rekening worden gehouden met de specifieke risico's waarmee brandweerlieden worden geconfronteerd.

15.03 **Tanguy Veys** (VB): Ik hoop dat bij de hervorming van het statuut bijkomende inspanningen zullen worden geleverd.

Het incident is gesloten.

16 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het stemrecht van buitenlandse onderdanen" (nr. 3420)**

16.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Sommige vreemdelingen die in België verblijven, hebben bij de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 hun stem kunnen uitbrengen, weliswaar onder bepaalde voorwaarden en mits het vervullen van een aantal voorafgaande formaliteiten, zoals het indienen van een schriftelijke aanvraag bij de gemeente. De inschrijving op de kiezerslijst gebeurt dus niet automatisch maar de betrokkenen moeten daartoe zelf het initiatief nemen. Ze moeten dus duidelijk en voldoende op voorhand worden geïnformeerd over de mogelijkheid om aan de gemeenteraadsverkiezingen deel te nemen.

In 2006 hebben we de in te vullen formulieren echter zeer laat ontvangen en kregen we het werk moeilijk georganiseerd. Ik wil dat geen tweede keer meemaken.

Welke lering werd er op dat vlak uit de verkiezingen van 2006 getrokken? In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft zich toen slechts 14 procent van de Europese en niet-Europese kiezers ingeschreven. Onder welke voorwaarden kunnen vreemdelingen aan de volgende gemeenteraadsverkiezingen deelnemen?

Welke rol is er bij de voorbereiding van die verkiezingen weggelegd voor de FOD Binnenlandse Zaken? Welke stappen werden er daartoe reeds gedaan en welk tijdspad werd er vastgelegd voor de diverse verrichtingen (omzendbrieven, formulieren, enz.)?

16.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Het stemrecht bij de gemeenteraadsverkiezingen voor vreemdelingen die in België wonen, wordt geregeld bij artikel 1*bis* en 1*ter* van de Gemeentekieswet. Het model voor de aanvraag om op de kiezerslijst te worden ingeschreven, werd bij de ministeriële besluiten van 13 januari 2006 vastgesteld. Er is ter zake ook nog een omzendbrief van 30 januari 2006. Die besluiten en omzendbrief zijn nog altijd van toepassing.

De reeds ingeschreven vreemdelingen blijven ingeschreven voor de gemeenteverkiezingen van 2012. De nog niet ingeschreven vreemdelingen moeten het ingevulde aanvraagformulier inleveren bij de gemeente waar ze gedomicilieerd zijn voordat de kiezerslijst voor de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012 wordt vastgesteld.

In voormelde omzendbrief wordt aan de gemeenten gevraagd om deze omzendbrief bekend te maken en te verspreiden. De burgers die dat wensen, kunnen op het gemeentesecretariaat een afschrift van de omzendbrief vragen waarin de te volgen procedure in detail uiteen wordt gezet. De gemeenten kunnen eveneens een beroep doen op de lokale pers.

16.03 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Moeten de burgers die verhuizen, zich opnieuw inschrijven in hun nieuwe gemeente? Uw voorganger, de heer Dewael, had geantwoord dat de informatiecampagne een zaak voor de gemeenten is, maar dat ze daarvoor wel steun kunnen krijgen van de federale overheid. Ik betreur dat u daar in mindere mate voor openstaat.

16.04 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Ik ben er zo goed als zeker van dat ze zich opnieuw moeten inschrijven, maar ik zal het navragen.

Het incident is gesloten.

17 **Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de herziening van de KUL-norm" (nr. 3424)**

17.01 **Laurent Devin** (PS): Heel wat politiezones kampen met budgettaire problemen. Momenteel wordt de federale dotatie berekend op grond van een uit 1998 daterende KUL-norm die niet meer aangepast is aan de huidige situatie. Voor de gemeenten is het belangrijk dat dat probleem zo snel mogelijk wordt verholpen. Naar aanleiding van een vraag van de heer André Frédéric maakte u gewag van een offerte-aanvraag die ter attentie van de hogescholen en universiteiten zou worden uitgeschreven voor de uitvoering van een nieuwe studie met het oog op de herziening van de KUL-norm.

Werd die studie al aangevat en zo ja, wanneer zullen we er kennis kunnen van nemen?

17.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): De studie waarnaar u verwijst, wordt uitgevoerd in het kader van de goedkeuring van een nieuwe financieringswet voor de lokale politie. Eerst moet op wetenschappelijke wijze worden vastgesteld hoeveel politieambtenaren in elke zone nodig zijn.

Dat voorafgaand onderzoek ging van start op 1 maart 2010 en de besluiten ervan werden tegen eind april ingewacht. De Universiteit Gent, die dat onderzoek uitvoert, heeft echter om een verlenging met zes maanden gevraagd. De resultaten zullen dus eind oktober 2011 bekend zijn.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opleiding van de hulpdiensten in verband met de nieuwe gezelschapsdieren" (nr. 3498)

18.01 Anthony Dufrane (PS): Steeds meer landgenoten hebben een zogeheten nieuw gezelschapsdier (NGD), zoals een fret, een spin, een slang of een hagedis. Volgens bepaalde schattingen zouden in Wallonië meer dan 250.000 personen een NGD in huis hebben! Het fenomeen neemt uitbreiding, maar het is vrijwel onmogelijk de aanwezigheid van NGD's bij de mensen thuis exact in kaart te brengen. Dat kan voor de hulpdiensten aanleiding geven tot gevaarlijke situaties tijdens hun opdrachten.

Welke hulpdiensten krijgen er opleidingen over NGD's? Wie is er verantwoordelijk voor die opleidingen? Hoeveel gespecialiseerde opleiders zijn er beschikbaar? Hoeveel personen zijn er thans opgeleid bij de politie en de brandweer om met NGD's om te gaan? Bestaat er een NGD-databank ter ondersteuning van de hulpdiensten? Wordt er tussen de bevoegdheidsniveaus overleg gepleegd over de NGD's?

18.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Mijn diensten zijn zich van deze risico's bewust. Het Federaal Kenniscentrum voor de Civiele Veiligheid werkt momenteel aan een procedure met betrekking tot die opdrachten. De eerste resultaten werden in december 2010 aan de brandweerdiensten voorgesteld. Verscheidene in het buitenland opgeleide specialisten helpen mee met de ontwikkeling van de procedure en van de opleiding. Er wordt op dit ogenblik gekeken hoeveel financiële en materiële middelen er nodig zijn voor de opleiding. Er zijn bij dit project ook diergeneeskundefaculteiten en andere partners betrokken.

In de procedure en de opleiding zal de nadruk liggen op het herkennen van gevaren en op de methoden om NGD's te benaderen. Tijdens de opdrachten zal er een beroep moeten worden gedaan op gespecialiseerde dierenartsen.

Zodra de procedure is bekrachtigd, zal in de provinciale brandweerscholen de instructeursopleiding van start kunnen gaan; vanaf volgend najaar zal er dan een gespecialiseerde opleiding worden aangeboden aan de brandweerdiensten.

Er zijn ook lokale initiatieven gegroeid, waaruit een aantal speciale interventieteams zijn voortgekomen. Mijn diensten zijn niet op de hoogte van een NGD-databank voor de hulpdiensten.

Wat de samenwerking tussen brandweer en politie betreft, ten slotte, werd een ontwerp van rondzendbrief voor advies aan de Vaste Commissie van de lokale politie voorgelegd.

18.03 Anthony Dufrane (PS): Zijn er plannen voor een Belgisch NGD-kadaster?

18.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Op dit ogenblik niet.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3501 van mevrouw Leen Dierick wordt uitgesteld.

19 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het niet-verlengen van de aanstelling van verscheidene vrijwillige brandweerlieden te Couvin" (nr. 3523)

19.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nadat de rechtbank te Dinant de vrijwillige brandweerlieden in het gelijk had gesteld in de rechtszaak die zij tegen de gemeente hadden aangespannen met het oog op de uitbetaling van de vergoeding voor wachtdiensten die zij in de kazerne en thuis hadden vervuld, werd het contract met twee van die brandweerlieden, die over een ruime ervaring beschikken, niet verlengd, waardoor het personeelstekort nog schrijnender wordt.

Strookt de beslissing van de gemeente Couvin met de wet? Wat is de huidige personeelsformatie van die kazerne? Wat is de wettelijke personeelsformatie van die brandweerdienst? Welke gevolgen zal die beslissing hebben voor de veiligheid van de burgers? Volstaat het aantal brandweerlieden in Couvin om de veiligheid te verzekeren? Hoe zal u op de beslissing van de gemeentelijke overheid reageren? Welke

maatregelen zal u treffen om de veiligheid van de inwoners van Couvin te garanderen?

19.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De niet-verlenging van het contract van vrijwillige brandweerlieden na een periode van vijf jaar behoort tot de bevoegdheid van de gemeenteraad en valt onder het algemeen toezicht van het Waals Gewest.

De brandweerdienst van Couvin telt 67 brandweerlieden, onder wie tien beroepsbrandweerlieden, terwijl het gaat om een vrijwillige brandweerdienst die tot de klasse Z behoort, waarvoor de wet in 65 brandweerlieden onder wie één beroepsbrandweerman voorziet.

De eventuele beslissing om bepaalde contracten van vrijwillige brandweerlieden niet te verlengen lijkt dus geen nadelige gevolgen te hebben voor de bevolking.

19.03 **Georges Gilkinet** (*Ecolo-Groen!*): Het is een slechte zaak dat men ervaren brandweerlieden die hun sporen hebben verdiend, aan de kant schuift. Ik neem niettemin nota van het feit dat de formatie van de brandweerdienst voldoet aan de wettelijke normen en zelfs ruimer is dan wat in de wet wordt bepaald.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3521 van de heer Bastin wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

20 **Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de minister van Justitie over "de controleactie van de spoorwegpolitie op de lijn 25 Antwerpen-Brussel" (nr. 3399)**

20.01 **Daphné Dumery** (*N-VA*): Op 12 maart 2011 organiseerde de federale spoorwegpolitie een grootschalige controleactie, gericht tegen het drugstoerisme op de lijn Antwerpen-Brussel. Hierbij werden 17 illegalen aangetroffen, 7 van hen werden overgebracht naar een gesloten centrum.

Waren het illegalen die in het bezit waren van drugs? Om welke soort drugs ging het? Was het voor eigen gebruik of zaten er ook dealers bij? Welke nationaliteit hadden de illegalen? Wat is er gebeurd met de illegalen in het gesloten centrum? Zijn zij ondertussen gerepatrieerd of werden zij in vrijheid gesteld?

20.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Tijdens de actie van 12 maart 2011 werden 17 personen aangetroffen die onwettig in België verbleven. Bij geen enkele van deze personen werden drugs aangetroffen. Er werden zes andere personen aangetroffen met drugs op zak. Vijf van hen waren in het bezit van een gebruikersdosis en één persoon had 112 gram marihuana, 50 gram hasj en een weegschaal bij zich. Deze laatste werd ter beschikking gesteld van het parket.

Zeven personen werden overgebracht naar een gesloten instelling. Wat er met die personen gebeurt, behoort tot de bevoegdheid van de staatssecretaris bevoegd voor Asiel en Migratie.

20.03 **Daphné Dumery** (*N-VA*): Ik zal mij tot de staatssecretaris richten.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3519 van de heer Seminara wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

21 **Vraag van mevrouw Annick Van Den Ende aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de Franse kerncentrale van Cattenom" (nr. 3556)**

21.01 **Annick Van Den Ende** (*cdH*): De Franse *Autorité de sûreté nucléaire* (ASN) heeft ontdekt dat er scheurvorming is opgetreden in de kerncentrale van Cattenom, op 30 kilometer van Aarlen. Ze is niettemin van oordeel dat de nucleaire veiligheid van de site toereikend is. In 2009 werd er nochtans vastgesteld dat de voorschriften op het stuk van de stralingsbescherming minder strikt werden toegepast en de ASN vindt dat de exploitant de nodige maatregelen moet nemen. Bovendien werden er volgens een Luxemburgse krant in februari jongstleden sporen van radioactiviteit aangetroffen bij werknemers van externe firma's die onderhoudswerken aan de kerncentrale hadden uitgevoerd.

Is dat probleem ondertussen opgelost? Zijn de problemen op het stuk van de stralingsbescherming sinds het voorval van februari opgelost? Rijzen er andere specifieke problemen in Cattenom? Zullen er in België jodumpillen worden verdeeld indien er zich een ongeval voordoet? Zou er geen Belgische expert kunnen worden betrokken bij de stress- en dichtheidstests, zoals ook door het Groothertogdom Luxemburg werd gevraagd?

21.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Eind 2010 werden er scheuren vastgesteld in het verankeringsbeton van de pompen in het noodkoelingssysteem van reactoren 1 en 2 in de kerncentrale van Cattenom. Die pompen, vier per reactor, zorgen voor de koeling, meer bepaald bij een ongeval, en moeten dus altijd werken. Volgens ASN kan de koeling echter op andere manieren worden verzekerd. Sinds 18 februari worden er werken uitgevoerd om de goede werking van twee pompen te verzekeren in geval van een aardbeving, in afwachting van het moment dat de acht pompen allemaal aan de normen zullen beantwoorden.

Het Belgische Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, dat regelmatig in contact staat met de buitenlandse agentschappen, is niet op de hoogte van andere specifieke problemen in die centrale. Er zijn overal in België jodiumtabletten in voorraad.

21.03 **Annick Van Den Ende** (cdH): De veiligheidscriteria moeten overal in Europa hetzelfde zijn; een grote mate van transparantie en samenwerking tussen de staten en de veiligheidsautoriteiten is eveneens zeer belangrijk. Is het mogelijk een Belgische deskundige te mandateren?

21.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Ik heb al geantwoord dat we de stresstests zullen uitvoeren, net zoals in Frankrijk en in Nederland.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 3344 en 3529 van de heer Jadot worden uitgesteld.

22 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekomst van de slippiste te Kampenhout" (nr. 3419)**

22.01 **Ben Weyts** (N-VA): In het *Bulletin der Aanbestedingen* publiceerde de Regie der Gebouwen onlangs een opdracht voor het vernieuwen van de slippiste in Kampenhout. Een slippiste hoort echter thuis in een industriezone of een zone voor gemeenschapsvoorzieningen. Het gebied herbergt zeldzame fauna en flora en is gelegen midden in het eeuwenoude Hellebos.

Kan de minister deze aanbesteding en de langetermijnplannen voor de slippiste toelichten? Is het volgens de minister opportuun om dergelijke activiteiten in een natuurgebied te organiseren? Is de gemeente Kampenhout hierbij betrokken? Zijn er alternatieven voor deze slippiste onderzocht? Waarom zijn die niet gekozen?

22.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Sinds de hervorming van de politiediensten is het gebruik van de slippiste in Kampenhout aanzienlijk toegenomen, waardoor er nu een grondige herstelling nodig is.

De slippiste is op het gewestplan ingekleurd als militair domein en niet als natuurgebied. Overigens wordt getracht om de impact van de rijopleidingen op het omringende gebied zo veel mogelijk te beperken. Zo werd voor de piste een gesloten watertoevoersysteem aangelegd. Het water op de piste wordt gerecupereerd, gefilterd en herbruikt.

Bij de aanleg van de piste in de jaren 90 werd het advies van de gemeente Kampenhout ingewonnen. Voorafgaand aan de aanleg werd naar alternatieven gezocht. Zo werd nagegaan of er gebruikgemaakt kon worden van bestaande privéslippistes, maar deze voldeden niet aan de specifieke behoeften van de politieopleidingen.

Het voorstel om een nieuwe piste aan te leggen op een andere locatie zou grote investeringen met zich meebrengen, wat gezien de huidige budgettaire situatie moeilijk haalbaar is.

22.03 Ben Weyts (N-VA): Op vlak van ruimtelijke ordening is de huidige piste officieel geen natuurgebied, maar de facto is ze dat wel. Natuurgebieden hebben we in Vlaanderen niet al te veel, dus ik betreur deze situatie wel een beetje. Inzake de aanpassingen en de nieuwe aanbesteding kunnen er misschien nieuwe contacten worden gelegd met de lokale overheden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.39 uur.